

le prolétaire

M 2414 - 399 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

DECEMBRE 88
JANVIER 89

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 399

LECONS DES GREVES PREPARER LA VOIE DE LA LUTTE DE CLASSE

Il est possible de tirer aujourd'hui un premier bilan de la rentrée sociale agitée de cet automne et des grèves qui ont duré jusqu'à la fin de l'année. Les luttes ont été importantes, d'une ampleur inconnue depuis plusieurs années. Même si l'attention s'est focalisée sur certains secteurs de la Fonction Publique, elle ont touché aussi le secteur privé, surtout les petites et moyennes entreprises. De cette vague incontestable de grèves qui avait commencé à se former quelques mois auparavant, et gouvernement et le patronat sont de manière générale sortis vainqueurs. Le "front social" a tenu, la ligne de la "rigueur" (c'est-à-dire la pression sur les salaires) a été maintenue. Il y a loin entre ce qui a pu être obtenu, souvent après une longue grève, et les revendications de départ. Mais au-delà de ce résultat contingent, le plus important réside dans les enseignements qu'ont pu tirer les travailleurs les plus conscients de ce premier round, et qui doivent être mis à profit pour préparer les luttes futures.



1000, 1500, 2000 francs POUR TOUS telles sont aujourd'hui les revendications phares des prolétaires et nous ne pouvons qu'appeler à leur généralisation, car elles sont UNITAIRES et combattent le "saucissonnage" syndical et patronal des catégories, sous-catégories, qualifications, ancienneté, etc.

LA BOURGEOISIE SE PREPARE AUX LUTTES SOCIALES LES TRAVAILLEURS DOIVENT EN EN FAIRE AUTANT

Essayer de prévoir l'aggravation des tensions sociales et des conflits pour pouvoir les prévenir ou s'il éclatent pour les "gérer" au mieux est un souci permanent de la bourgeoisie. Dans ce domaine, les partis de gauche, directement liés aux bonzeries syndicales, ont un savoir-faire qu'ils ont cherché à mettre en pratique dès leur accession au gouvernement; de là les lois Auroux (critiquées à l'époque par la partie la plus réactionnaire du patronat) qui prévoyaient entre autres une négociation annuelle des salaires dans les entreprises. Le gouvernement Rocard, à peine nommé, savait déjà qu'une de ses tâches centrales serait la question sociale: cela n'a rien de mystérieux puisque Mitterrand et les socialistes avaient fait campagne auprès de la bourgeoisie en se présentant comme les seuls capables de maintenir la paix sociale. Et ils avaient écarté l'idée de "refaire 1981", c'est-à-dire d'acheter la paix sociale par la distribution préalable de quelques miettes et en utilisant le PC et la CGT dans le cadre d'un gouvernement de la Gauche Unie. D'autant plus que l'usure de ces derniers les contraint à une cure d'opposition prolongée, à moins d'une aggravation importante de la situation sociale.

Pour prévenir ou pour freiner les tensions, le gouvernement décida finalement d'augmenter le SMIC et d'accorder avant même toute négociation, une augmentation, mais la plus minime possible, aux fonctionnaires, car poussé par l'ensemble de la bourgeoisie, il lui fallait coûte que coûte défendre la rigueur salariale.

LES APPAREILS SYNDICAUX SE DIVISENT LA TACHE

Les appareils syndicaux n'avaient pas cessé de tirer la sonnette d'alarme auprès du gouvernement et du patronat; mais ils avaient aussi préparé des contre-feux sous forme des rituelles journées d'action qui ne servent qu'à désamorcer les luttes réelles et à démoraliser les travailleurs. La CGT, pour sa part, se prépare depuis longtemps à faire face à des mouvements combattifs. N'a-t-on pas entendu à de nombreuses reprises Krasuki évoquer la colère des travailleurs et parler de grève générale? Le PCF n'a cessé de faire pression sur la CGT pour qu'elle durcisse le ton, pour qu'elle prenne des allures combattives. Bien entendu ce "durcissement" n'est pas synonyme d'un retour à la défense des intérêts de classe. Il vise à enrayer l'affaiblissement de la CGT en faisant oublier son action

(Suite en page 2)

Dans ce numéro

COUP D'OEIL SUR LES SALAIRES

"SOCIALISME INTERNATIONAL"
CONTRE L'INTERNATIONALISME SOCIALISTE

SUISSE :

LES BLANCHISSEURS D'ARGENT CACHENT LEURS NARCO-DOLLARS,
LES BLANCHISSEURS DE
CONSCIENCES CACHENT L'EXPLOITATION CAPITALISTE

OU VONT LES BR ?

A L'ORIGINE, RIEN D'AUTRE QUE DU REFORMISME

REPRESSION ANTI-OUVRIERE AU NIGERIA

IRAN/IRAK

APRES LA PAIX ENTRE BOURGEOIS, LA GUERRE
CONTRE L'ENNEMI INTERIEUR REDOUBLE

APRES LE KRACH DE 87, LE CAPITALISME EST TOUJOURS PRIS DE VERTIGE

Durant toute l'année 1987, les avertissements, les inquiétudes, les interrogations du monde des "experts" de la finance et de l'économie n'avaient cessé de résonner, de se bousculer et de se faire toujours plus angoissés. La bulle spéculative devait crever, mais quand? Plus les prédictions de catastrophe se précisaient en cours d'année, et plus les spéculateurs agités par une fièvre démentielle de profits (bien plus rapide à réaliser à la bourse que dans le circuit productif), se bouscullaient bienheureux et arrogants autour des corbeilles de Wall Street, de Tokyo, de la City et d'ailleurs. Tous les capitalistes savaient leur économie malade de trop produire et trop boursicoter, connaissaient les contradictions minant les marchés, mais tous fondaient - et le capital ne leur laissait pas d'autre alternative - tête baissée dans le cul-de-sac de la crise financière, aspirés par une force magique et ensorcellante, la magie du profit.

En 1985, le sursaut de l'économie américaine avait tiré le reste de l'économie mondiale, mais les lézardes des déficits commerciaux et budgétaires, l'absence de politique pour les réduire, la baisse du taux d'épargne, l'endettement croissant des entreprises et ménages, constituaient autant de signes alarmants indiquant les limites de l'"Amerika is back". Ni le Japon, malgré de "lourds efforts", ni la RFA ne pouvaient, ni ne voulaient, jouer le rôle de "locomotive" pour faire basculer au profit des Etats-Unis, leurs balances si positives et grâce auxquelles le Japon détronait historiquement l'impérialisme américain de son piédestal de premier banquier du monde.

Malgré toutes les réunions officielles au sommet des Sept, aucune solution ne pouvait être donnée au sac de noeuds que constituent les limites et la répartition des marchés internationaux. Les pompeuses résolutions sur la solidarité entre les grandes nations et sur leur intérêt réciproque à faire tomber les entraves au développement du commerce, autrement dit sur la nécessité de la déréglementation et du libre-échange, n'ont abouti dans la réalité qu'à un repli de chacun sur ses positions et à la mise en place de toutes sortes d'entraves douanières mesquines, celles du secteur agricole n'étant que les plus visibles.

Tous ces bourgeois donneurs de leçons, tous ces professeurs d'économie qui prêchent le retour à un équilibre commercial et budgétaire des Etats-Unis sont

les mêmes à mettre tous les moyens en oeuvre (notamment une exploitation "améliorée" du prolétariat) pour forcer le marché américain, y imposer leurs marchandises contre celles de tous leurs concurrents, Etats-Unis inclus. Le profit, comme le marché, n'est pas extensible à l'infini. Il dépend des conditions de valorisation du capital sur le marché, et la quantité de profit réalisable, ou la quantité de marchandises que l'on peut vendre, est forcément limitée. C'est au plus habile, au plus rapace et surtout à celui qui sait le mieux exploiter la force de travail ouvrière qu'il reviendra; et dans cette guerre, pas question de laisser une part du gâteau que l'on pourrait prendre au concurrent! Qui est donc responsable des déséquilibres, les ménages américains qui tapent trop dans les crédits faciles ou les petits barons d'entreprises européennes ou sud-asiatiques qui volent avec frénésie au-devant du consommateur américain?

"A la recherche perpétuelle du plus grand profit dans le minimum de temps, disions-nous dans "le prolétaire" de janvier 1988, le capital ne peut cependant pas s'abstraire de la production puisque c'est là que réside l'extraction de plus-value". Tous les capitaux qui voltigeaient dans le monde de la finance où les profits sont si faciles, n'étaient que la matérialisation de l'incapacité de la production à les absorber sous forme de capital fixe destiné à engendrer de la plus-value. Les limites objectives

(Suite en page 4)

LECONS DES GREVES : PREPARER LA VOIE DE LA LUTTE DE CLASSE

(Suite de la page 1)

en 1981-1983. Il a aussi pour but de montrer à la bourgeoisie, au gouvernement, qu'il faut compter avec la CGT, qu'elle n'est pas prête à accepter n'importe quoi sans contrepartie. Mais les bonzes syndicaux sont des gens d'ordre, "responsables", qui recherchent la négociation, pas l'affrontement. Dans le cas d'un conflit bien localisé et bien contrôlé, ils peuvent employer des formes d'action dures, envoyer des gros bras jeter des boulons, etc.

On l'a vu dans l'imprimerie où la CGT défendait en fait ses intérêts particuliers de bureaucratie reconnue par le patronat comme responsable et partenaire obligé dans la gestion de la paix sociale. Mais en réalité la CGT se garde bien de préparer et d'organiser les travailleurs pour la lutte: elle en serait d'ailleurs bien incapable avec un appareil formé à la collaboration de classe et à la pratique de la négociation en permanence.

La CFDT avait traditionnellement une plus grande souplesse d'organisation qui lui avait permis de recueillir des militants issus du gauchisme et d'en adopter un certain nombre dans sa hiérarchie. Cela ne changeait rien à sa nature, tout aussi collaborationniste, mais cela lui a conféré une certaine sensibilité aux poussées de luttes qui lui a donné dans les années 1970 une teinte combative, voire "bassiste". Mais depuis 1981, la CFDT a connu une évolution accélérée qui l'a fait rivaliser maintenant avec FO. La collaboration de classe est devenu le credo officiel et a remplacé les vieux oripeaux autogestionnaires. On comprend donc que la nouvelle direction se soit lancée à la chasse aux sections trop remuantes, trop attirés par les coordinations dans les branches de la Santé et des PTT.

Dans les conflits de cet automne on a donc vu la CGT jouer à la combativité face à un "front modéré", composé de la CFDT, de FO et des Autonomes. A l'issue de chaque négociation, ceux-ci signent les accords salariaux et autres, tandis que la CGT, après avoir participé de bout en bout aux négociations, refuse de mettre sa signature et affecte de se tourner vers les travailleurs. La CGT peut ainsi engranger le mécontentement, mais surtout est prête à encadrer les mouvements de grève.

La force des grèves l'a cependant contrainte de se mouiller davantage, et parfois de verser dans la surenchère par rapport au mouvement lui-même. Chez les infirmières, après que la Coordination eut annoncé l'arrêt de la grève, la CGT, qui avait tenté de se faire admettre par le mouvement (y compris en essayant de prendre la tête de la manifestation centrale à Paris) a appelé seule la poursuite de la grève. Dans les PTT elle lançait un mot d'ordre

de grève sans même déposer de préavis, après le dégagement des camions sous la protection de la police, etc. Il est douteux que ce genre d'attitude ait pu réellement leurrer beaucoup de monde. Il faudra en fait la grève du service d'entretien de la RATP pour que la CGT puisse réapparaître sur le devant de la scène comme responsable d'une grève dure, longue et aux conséquences particulièrement spectaculaires. L'ensemble des médias pourra alors commencer sa campagne sur la "politisation" des grèves, sur le rôle du PCF, et réduire l'antagonisme social à un affrontement politique inoffensif. Les travailleurs ont dû cesser la grève sans avoir obtenu grand-chose. Ils ont cependant fait la preuve de leur détermination, et ils ont donné un avertissement sérieux à la bourgeoisie. Ils ont réussi à paralyser en partie la région parisienne, mais cela n'a pas suffi pour faire reculer un gouvernement qui a joué cyniquement l'épuisement des grévistes, parce que les bonzes syndicaux l'ont probablement assuré qu'il n'y aurait pas de contagion et d'extension du mouvement. Cette politique d'attentisme a été celle de toute la bourgeoisie qui s'est bien gardée de jeter de l'huile sur le feu en provoquant des manifestations d'usagers.

Le gouvernement et la direction de la RATP mirent au point avec l'appui de certains syndicats une manoeuvre pour mettre fin à la grève: une pseudo extension du mouvement pour noyer le secteur gréviste, une négociation et des accords globaux qui permettrait d'appeler à la fin de la grève. Mais les ouvriers de l'entretien rejetèrent dans leur majorité les accords et continuèrent la lutte. Cependant ce n'était plus qu'un baroud d'honneur et les ateliers finirent par reprendre le travail, les uns après les autres. Non seulement les travailleurs n'avaient pu compter sur la CGT pour étendre réellement le mouvement aux autres catégories, mais celle-ci s'est même révélée incapable d'assurer l'unité de la catégorie. Avec cette grève, la CGT avait voulu faire la démonstration de sa force, et elle a démontré aux yeux des travailleurs les plus combattifs qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

La victoire indéniable de la CGT aux élections syndicales sur les autres syndicats de la RATP, ne doit pas masquer l'augmentation des abstentions qui est un désaveu de toutes les organisations syndicales: la CGT augmente de 4,7% (49,3%) et les abstentions augmentent de 5% (36,7%).

LE PROBLEME DE L'ORGANISATION PROLETAIRIENNE

Lors des grèves de cet automne et de cet hiver, des trésors de combativité ont été dépensés pour de bien faibles résultats (sur le plan des revendica-

tions). Sans doute les grèves se sont parfois conclues par des gains non négligeables comme dans les transports en province. Mais il y a bien loin entre ce qui a été obtenu et les revendications de départ. Face à un gouvernement solidement adossé au patronat et à toute la bourgeoisie, les grèves se sont déroulées en ordre dispersé et ont été battues les unes après les autres. Les organisations syndicales se sont bien gardées de chercher à unifier et à étendre les conflits, même au sein d'une même corporation. Dans les PTT, presque tous les centres de tri se sont mis en grève, mais jamais au même moment. Le mouvement a été de l'ampleur de celui de 1974, mais avec une puissance bien moindre en raison de cet émiettement. Les syndicats qui (formellement bien sûr en raison de leur organisation nationale) en avaient seuls la possibilité, ne l'ont pas fait confluier en un mouvement national, qui aurait pu imposer un rapport de force bien supérieur. Ils ont tout fait au contraire pour laisser les conflits isolés les uns des autres, alors que se sont bien souvent les mêmes revendications qui étaient avancées (2000, 1500 ou 1000 francs pour tous). Est-ce vraiment étonnant si la pratique des organisations syndicales a recoupé la tactique officiellement annoncée par Rocard au début de l'automne: "traiter chaque conflit au coup par coup"? C'est pourtant le gouvernement lui-même qui indiquait l'extension des grèves à toute la Fonction Publique comme le seul moyen pour vaincre, lorsqu'il refusait de donner satisfaction à une catégorie de grévistes avec l'argument que cela serait encourager d'autres fonctionnaires à demander la même chose! Mais il a pu se montrer intraitable parce qu'il savait le risque minime. Les syndicats se sont contentés d'organiser une journée nationale d'action et une manifestation d'ailleurs assez peu suivies.

De ce round, le gouvernement et le patronat sont sortis avec une nette avance aux points. Ils n'ont pas (ou peu) cédé à des grèves longues et dures. Ils céderont d'autant moins facilement demain. Cette vague de grève n'a pourtant pas été négative pour la classe ouvrière, bien au contraire. Si elle n'a pas son compte en points, elle a appris à se battre dans un combat qui laisse des traces utiles et indispensables pour l'avenir.

Les travailleurs ont mis spontanément en avant des revendications unifiantes qui allaient potentiellement au-delà des limites de catégories, mais aussi d'entreprises ou de branches (1500 francs pour tous, etc.); des méthodes dures, parfois illégales (grève au centre de tri de Lille) ont été employées; la participation des travailleurs au mouvement a été importante et elle a parfois abouti à la formation de comités de grève, de coordination qui tendaient

à assumer la direction des mouvements.

C'est une tendance encore confuse et donc susceptible de connaître encore bien des difficultés. Mais elle indique que le problème de l'organisation prolétarienne indépendante, sur des bases de classe, en rupture avec les intérêts de l'économie nationale, commence à se poser pratiquement et concrètement. Ce sont les faits qui montrent à de plus en plus de travailleurs qu'il leur faut prendre en main les luttes, qu'il leur faut chercher l'extension ou à défaut la solidarité auprès des autres travailleurs, non seulement sans attendre mais en se défendant de l'action de sabotage des confédérations syndicales. Ce sont les faits qui montrent à de plus en plus de travailleurs - même s'ils ne sont encore qu'une étroite minorité - la nécessité de travailler à reconstituer les liens organisationnels horizontaux entre prolétaires, syndiqués ou non-syndiqués, la nécessité donc de travailler à l'organisation prolétarienne de classe.

Sur cette voie il serait illusoire et défaitiste de s'attendre à des résultats brillants et immédiats. Le succès de cette perspective passe par des batailles pratiques, politiques et théoriques au sein même de la classe contre toutes les déviations et les déformations, contre l'influence des classes ennemies, inévitables aujourd'hui après 60 ans de contre-révolution, après des décennies de paix sociale et d'expansion économique. Dans ces batailles, alimentées par l'aggravation des contradictions sociales, pourra (et devra) se reconstituer l'avant-garde prolétarienne autour des programmes et des principes communistes - donc s'organiser en parti - pour diriger toute la classe dans la lutte quotidienne contre le capital et vers la victoire révolutionnaire. C'est une voie qui ne sera pas facile et qui a besoin dès aujourd'hui de l'intervention des militants et des prolétaires conscients pour combattre tous les obstacles à l'affirmation de classe du prolétariat, quelles que soient les formes sous lesquels ils se présentent (réformisme, collaborationnisme, légalisme, corporatisme, gauche alternative, etc). Mais c'est la seule garantie des succès futurs.

DEVINETTE

Qui a critiqué comme "démagogique" la revendication des "2000 F d'augmentation" avancée par les infirmières et par d'autres secteurs? Qui a dit "il faut prendre conscience que le moment actuel n'est pas favorable pour entrer en lutte" lors des grèves de fin d'année? Qui a appelé les travailleurs à ne pas "foncer tête baissée dans n'importe quelle aventure" pendant la même période? Bergeron, Edmond Maire, Rocard ou d'autres?

Réponse: c'est "Révolution Internationale" n°174, décembre 88. Depuis des années, R.I. appelle mois après mois "les ouvriers" à entrer en lutte. Mais quand un mouvement de grèves d'ampleur se dessine, R.I. découvre que ce n'est plus le moment, car... les syndicats et les coordinations "occupent tout le terrain de lutte" (ibid.). Dur! Ouvriers, il ne vous reste plus qu'à attendre que R.I. vous signale que le terrain est libre!

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

COUP D'OEIL SUR LES SALAIRES

Avec la fin de l'année une série de statistiques plus ou moins officielles ont été publiées qui permettent de tirer des conclusions intéressantes. Au début décembre plusieurs estimations ont indiqué qu'en règle générale les salaires dans le privé ont été tout aussi "comprimés" que dans le public. Le CNPF fait la part "belle" aux travailleurs en calculant que leur pouvoir d'achat devrait augmenter de 1,1% en 1988, contre 0,7% en 1987. Le Ministère du Travail était lui moins optimiste à propos du "salaire horaire ouvrier" puisqu'il chiffrait son augmentation à 2,4% pour les 9 premiers mois de l'année alors que l'inflation pour la même période était de 2,3%: ce qui laissait tout de même une hausse du pouvoir d'achat de 0,1%!!!

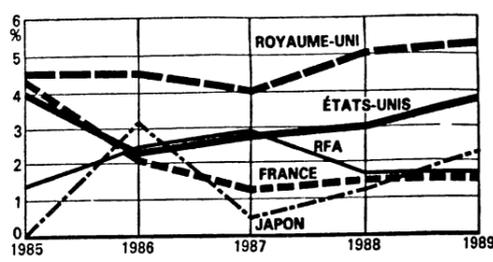
La "Note de conjoncture" de l'INSEE estimait, elle, le gain du pouvoir d'achat des salariés du privé à 0,7%, grâce aux primes et aux heures supplémentaires. Ce chiffre est une moyenne; les salariés les plus "favorisés" seraient ceux de l'industrie pharmaceutique (+1,3%), du caoutchouc (+2%) et du bâtiment (+1,1%) alors que ceux de l'automobile auraient subi une perte de 0,7%. La revue de l'INSEE, "Economie et statistique" publie les résultats d'une étude sur les salaires de 1986. A l'époque, un salarié sur deux gagnait moins de 6320 francs par mois (chiffre net); un ouvrier sur deux gagnait moins de 5916 francs; un ouvrier qualifié sur deux moins de 6300 francs dans l'industrie. Cette "rigueur salariale" date

du blocage des salaires par le gouvernement de gauche en 1982.

La classe ouvrière anesthésiée par l'opportunisme politique et syndical n'a pu freiner l'érosion lente mais régulière des salaires, alors que la productivité n'a cessé de croître davantage que les salaires nominaux: Les "coûts salariaux" ont diminué en 1988, pour la quatrième année consécutive, ou, en termes marxistes, l'exploitation des travailleurs s'est encore intensifiée. La satisfaction du gouvernement, des patrons, de la bourse s'explique!

Nous laisserons le mot de la fin aux "experts" de l'OCDE, qui n'ont d'autres sources que celles officielles. Ce qu'ils écrivent est tout à la fois un conseil aux dirigeants bourgeois et la reflet d'un état d'esprit de ces mêmes dirigeants: "L'influence modératrice d'une légère remontée du chô-

ÉVOLUTION DES COUTS UNITAIRES DE MAIN-D'ŒUVRE



"mage et d'un ralentissement cyclique" des gains de productivité pourrait "être partiellement contre-balancée" par une résistance accrue des salariés "à une nouvelle modération des salaires" dans un contexte d'augmentation continue des parts de profits"

En clair: le chômage ne suffira peut-être pas autant que dans la période précédente pour dissuader les travailleurs à entrer en lutte contre l'offensive capitaliste. C'est ce que craignent les bourgeois, c'est ce que nous espérons!

Sources: "Economie et statistique", déc. 1988; "La Tribune de l'Expansion" du 19 déc. 1988; "Premières Informations", déc. 1988; Enquête du Ministère du Travail du 26 déc. 1988; "Perspectives Economiques de l'OCDE", déc. 1988; "Les Echos" du 26 déc. 1988.

A nos lecteurs

Des problèmes techniques indépendants de notre volonté ont énormément retardé la parution de nos organes de presse: "Le Proletaire" n°398 et "Programme communiste" n°90 ainsi que d'autres brochures dont la parution était prévue depuis longtemps. Ce n°-ci a donc du être également retardé. Nous nous efforcerons de rattrapper dans les semaines et les mois qui viennent le retard accumulé.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926
Directeur gérant: Dessus
Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de Dessus
Abonnement simple "le prolétaire": 50FF/200FB/30FS/20000LI
Abonnement de soutien: 100FF/400FB/60FS/40000LI
"Programme Communiste" (revue théorique), le numéro: 25FF/10FS/10000LI/140FB, 4\$, 3€, 450PTS, 10DM
Abonnement de soutien (4 numéros de la revue): 160FF, 80FS, 80000LI, 1000FB, 35\$, 25€, 3500PTS, 80DM
Abonnement "Il Communista": 60FF/240FB/35FS/30000LI
Abonnement de soutien: 125FF/500FB/70FS/60000LI
Imprimé par nos soins

"SOCIALISME INTERNATIONAL" CONTRE L'INTERNATIONALISME SOCIALISTE

La prétendue extrême-gauche révolutionnaire d'Occident a eu une longue tradition de suivisme envers les mouvements bourgeois radicaux, les jeunes Etats capitalistes des régions "sous-développées", à qui elle accorde des brevets de "socialisme" et "d'anti-impérialisme". Elle espère parfois y trouver un accélérateur de la lutte révolutionnaire prolétarienne dans les métropoles capitalistes, mais, le plus souvent, tout bonnement un substitut à cette lutte. Cette orientation trahit l'opportunisme de ces courants, dont la caractéristique essentielle, en dépit de tous les discours "marxistes", est l'incapacité de rompre avec les forces de la collaboration des classes et avec l'influence de la petite-bourgeoisie (ou de la bourgeoisie) démocratique.

Le groupe trotskysant anglais "Socialist Workers Party" (ex-"International Socialism") avec ses filiales en France et en Belgique "Socialisme International" en fournit une énième illustration à propos de l'Iran. A partir de la fin de l'année dernière ce groupe s'est mis à soutenir l'effort de guerre iranien:

"Dans ce conflit les révolutionnaires devaient prendre position nettement. Si avant 1987, il fallait dénoncer cette guerre opposant 2 sous-impérialismes, faire de la propagande pour qu'irakiens et iraniens retournent leurs armes contre leurs gouvernements respectifs, après 1987 et l'envoi de la flotte américaine, il en va tout autrement. Continuer de soutenir une position de défaitisme révolutionnaire, c'est ne pas voir le changement intervenu dans la nature de la guerre; c'est, tout en restant radical dans les termes, se faire l'allié de l'impérialisme américain dans les actes" ("Socialisme International" n°18, oct. 88).

Passons sur la dernière accusation; on se souvient que Lénine, à cause de son défaitisme révolutionnaire, se faisait dénoncer à l'époque comme l'instrument de l'impérialisme allemand par les chauvins. Examinons plutôt quel est le changement qui aurait transformé complètement la nature de la guerre.

Il s'agit de l'envoi de la flotte américaine dans le golfe persique. "S.I." y voit quasiment l'entrée en guerre des USA contre l'Iran; la guerre serait alors devenue, du côté

iranien, une guerre "anti-impérialiste" qui devrait recevoir l'appui du prolétariat et des révolutionnaires.

La conclusion du SWP-SI est effectivement nette: "soutenir militairement le régime dictatorial des mollahs, tout en s'opposant politiquement à lui" (souligné dans le texte). Cette affirmation d'une opposition politique permet d'éviter au SWP-SI de passer pour un simple auxiliaire du régime et lui permet de se camoufler derrière des phrases "marxistes". Cette attitude n'est pas différente de celle des stalinien de Toudeh (ou des Fedayins-majoritaires), qui, eux, peuvent se targuer d'avoir payé encore ces dernières semaines leurs timides critiques politiques par l'exécution de plusieurs de leurs dirigeants.

Cette soi-disant opposition politique prônée par le SWP-SI ne porte, toujours d'après le même article, que sur la conduite de la guerre: le rôle des révolutionnaires "était de développer le mécontentement des masses iraniennes à l'égard du gouvernement. Il leur fallait expliquer que Khomeiny et les mollahs n'étaient pas en mesure de gagner la guerre anti-impérialiste, ne serait-ce que par les méthodes qu'ils employaient pour la mener. Ils auraient proposé une alternative révolutionnaire au régime iranien, à même de conduire la lutte et de remporter la victoire, mais pas en utilisant les méthodes absurdes et terriblement meurtrières de la bourgeoisie iranienne (guerre de tranchées, vagues humaines, bombardement des villes). En outre ils devraient faire de la propagande auprès des soldats irakiens pour qu'ils se soulèvent contre Hussein, réclamer le droit d'auto-détermination pour les kurdes (ce qui aurait permis de lutter contre le chauvinisme dominant) et la prise de contrôle des usines par les ouvriers, etc..."

Cette "opposition", censée équilibrer le "soutien militaire au régime", n'est donc qu'un aplatissement total devant le militarisme et le chauvinisme iranien, agrément de rares et écoeurantes phrases progressistes ("contrôle" des usines, "auto-détermination" des Kurdes). Plus de 7 ans après le début de cette interminable tuerie, utilisée du côté iranien pour solidifier le régime contre-révolutionnaire des mollahs, le SWP-SI ne trouve d'autre thème d'opposition politique

qu'une surenchère dans la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire! Et cela, tout en demandant aux soldats et aux prolétaires irakiens de faire ce que ne doivent pas faire les soldats et les prolétaires iraniens - lutter pour renverser leur régime!

Ces gens qui osent se dire encore "socialistes" et "internationalistes" ont le culot d'affirmer que leur orientation ferait "avancer les idées révolutionnaires", alors qu'elle ne pourrait qu'approfondir le fossé entre prolétaires des différentes nationalités, en donnant une caution socialiste à la guerre.

Aux guerres impérialistes, les communistes opposent l'union des prolétaires de tous les pays, qui se traduit par la stratégie du "défaitisme révolutionnaire". Pour rejeter cette stratégie, le SWP-SI se réfère à une citation de Trotsky à propos de la guerre entre le Japon et la Chine. Mais dans ce texte (1), où il ne parle d'ailleurs pas de "soutien au régime" de Tchang Kai-Tchek, mais de participation à la guerre contre l'invasion japonaise, Trotsky fonde son appréciation sur une analyse marxiste des belligérants: "La Chine est un pays semi-colonial que le Japon est en train de transformer, sous nos propres yeux, en un pays colonial. (...) Mais le Japon et la Chine ne sont pas sur le même plan du point de vue historique. La victoire du Japon signifiera la mise en esclavage de la Chine, la fin de son développement économique et social, et un terrible renforcement de l'impérialisme japonais. La victoire de la Chine signifiera, au contraire, la révolution sociale au Japon et le développement libre, c'est-à-dire non entravé par l'oppression extérieure, de la lutte de classe en Chine."

Nous ne voulons pas discuter ici l'analyse de Trotsky, mais souligner que le SWP-SI ne peut s'en réclamer puisqu'il parle d'un "conflit entre un petit Etat bourgeois et une puissance impérialiste majeure", donc entre deux Etats bourgeois, situés sur le même plan du point de vue historique et social, en dépit des différences de taille et de développement.

Le SWP-SI ne croit en fait pas à la réalité du conflit entre l'Iran et les USA, car il ne parle pas de faire de la propagande anti-guerre et pour le renversement de leur régime en direction des soldats américains

comme il le préconise, suivant en cela les dirigeants iraniens, en direction des soldats irakiens. Cela lui serait pourtant matériellement plus facile à faire...

Une guerre comme celle entre l'Irak et l'Iran, dans une région de grande importance pour le capitalisme mondial, ne peut se déclencher ni durer en dehors des influences et des interventions de toutes sortes des grandes puissances impérialistes. L'attitude des communistes ne dépend pas de l'alignement de tel ou tel impérialisme derrière tel ou tel des combattants; elle ne varie pas selon les renversements d'alliance. Elle s'oppose à la guerre des 2 côtés de la frontière avec comme objectif la rupture des Fronts et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie et son Etat, aussi bien en Irak qu'en Iran.

Le SWP-SI a abandonné cette position de principe communiste et l'a remplacé par l'anti-américanisme. Contre l'impérialisme U.S., il serait permis de renier l'indépendance de classe, de s'unir avec certaines fractions de la bourgeoisie et avec certains Etats bourgeois, tout en prétendant maintenir, bien sûr, une "opposition politique".

Que fait d'autre chaque jour l'opportunisme politique et syndical quand il lie les intérêts prolétaires à certains intérêts bourgeois (ceux de la nation, ceux de la bourgeoisie démocratique) contre d'autres (ceux des concurrents étrangers, ceux de la bourgeoisie fasciste), tout en conservant soigneusement un verbiage "de gauche"?

Par sa prise de position "inattendue" sur la guerre Iran-Irak, le SWP-SI fait la démonstration qu'en dépit de ses discours "marxistes" et "révolutionnaires", il appartient bien au même courant opportuniste de collaboration des classes qui paralyse le prolétariat depuis des décennies. Il fait la démonstration que cet "opportunisme d'extrême-gauche" est un adversaire tout aussi dangereux pour le prolétariat que le réformisme classique, bien qu'il évite la plupart du temps de se démasquer aussi clairement qu'il vient de le faire en jouant aux sergents-recruteurs dans la guerre Iran-Irak.

(1) "On the sino-japanese war", 23/9/37; in "Leon Trotsky on China", Monad Press.

SUISSE : LES BLANCHISSEURS D'ARGENT CACHENT LEURS NARCO-DOLLARS, LES BLANCHISSEURS DE CONSCIENCES CACHENT L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Si le commerce des biens indispensables à la vie des prolétaires de ce monde se porte plutôt mal, le commerce - et cela est bien propre aux périodes de crises - des produits inutiles se porte à merveille, merci! Canons et drogue tiennent le haut du pavé des produits très rentables. Mais si la production des premiers peut se faire ouvertement et apparaître dans les bilans nationaux, parce qu'il en est de "l'intérêt supérieur de la Nation", le commerce de la drogue doit par contre emprunter des voies détournées et secrètes, se glisser entre les textes de lois et se construire selon des us particuliers.

Au début de la chaîne de ce commerce, on trouve les gros producteurs, généralement liés à la bourgeoisie et aux militaires locaux dont ils ont les moyens d'acheter le silence, et qu'ils portent même à la tête de certains Etats. Au milieu l'armée des passeurs avec leurs aristocrates qui travaillent en valise diplomatique ou en yacht et avec leurs besogneux qui bourrent leur estomac de petits sachets plastiques. Mais à la fin il y a tous ceux dont la fonction est de drainer l'argent du trafic pour lui redonner une "moralité", puisse être "moral" l'argent! A ce bout de la chaîne, plus de dangereux maffiosi terrorisant les petits paysans cultivant la plante de base, ou opprimant les prolétaires chargés de tâches de transformation des produits de base (1) et entourés pour faire régner leur loi de leur petite armée de truands de bas étage prompts à la gâchette. D'un côté les "méchants", de l'autre les "bons", c'est-à-dire de braves pères de famille honorables, exerçant d'honnêtes professions, d'avocats, de commerçants ou de banquiers et intégrés dans la vie bourgeoise à des postes des plus honorifiques.

"L'affaire Kopp", qui vient d'éclater en Suisse, est significative de la façon dont la bourgeoisie protège ses officines laveuses d'argent "sale", mais aussi significative de la façon dont ses ouailles politiques et intellectuelles distillent l'idée d'un capitalisme pur, débarrassé de ses scories "indécentes", autrement dit propage l'illusion que le capitalisme n'est pas en soi la cause fondamentale de l'aviilissement de mil-

lions d'individus sous l'emprise de ce qu'eux ont classés - selon leurs critères bourgeois - dans la catégorie "drogue". Ils excluent évidemment de celle-ci les autres drogues du capital qui s'appellent profit et salariat, et au nom desquels tombent pourtant chaque jour des milliers d'hommes, de femmes ou d'enfants.

"L'affaire Kopp" mérite que l'on s'attarde un peu sur les faits car ils sont exemplaires des mécanismes que met en place le capital pour faire feu de tout bois ou plutôt profit de tout commerce. Et l'Helvétie si secrète et discrète n'en a pas le monopole malgré ce que peuvent en dire les autres européens ou les américains pour se disculper de leurs propres combines.

Donc, premier acte (dont les préliminaires d'enquête remontent à 3 ou 4 ans), le 21 février 1987, la police procède à l'arrestation des chauffeurs d'un TIR en provenance de Turquie et ayant en double fond 80 kg de morphine base et 20 kg d'héroïne pure, c'est-à-dire de quoi produire 1400 kg de produit mélangé et rapporter à la vente au détail 1,4 milliards de francs suisses (environ 930 millions de dollars au cours actuel), soit la consommation nationale de 3 ou 4 mois. Le lendemain, arrestation du turc Haci Mirza, commerçant dans l'importation de pamplemousse. H. Mirza est en relation d'affaires avec la Shakarchi Trading AG à Zürich, société dont le vice-président n'est autre que H.W. Kopp, mari de la conseillère fédérale et ministre du département de Justice et Police, ainsi que vice-présidente de la Confédération pour 1989, tous postes qu'elle quittera devant le scandale qui éclate.

Deuxième acte, fin août, la télévision turque enquête sur la provenance de l'or si prolifique à la vitrine des bijoutiers des Bazzars du pays et dénonce le trafic de contrebande d'or fait à partir de Zürich. Deux hommes notamment, les frères Magharian, sont ensuite arrêtés. Eux aussi sont mêlés au trafic de drogue. Leur rôle est de "blanchir" l'argent en achetant de l'or par l'intermédiaire de la Shakarchi sur le marché de Zürich, pour rapatrier ensuite ce métal en Turquie, comme moyen "propre" de payer les seigneurs de la drogue (le "Tages Anzeiger", quotidien zurichois révélait le

4 novembre que le blanchissage des frères Magharian avec la complicité de la Shakarchi portait sur 1 milliard de francs suisses (670 millions de dollars).

A l'arrière scène, Haci Mirza avouait enfin son activité et soulignait avec insistance - c'est de bonne guerre entre brigands - ses liens avec H.W. Kopp.

Troisième acte, la guerre Iran-Irak fait rage en 1986 et l'Iran a un fort besoin d'armement, notamment de 50 batteries de DCA (voir "L'Hebdo" du 29 déc. 1988). L'Iran passe le contrat avec Oerlikon-Bührle (principal fabricant d'armes en Suisse) pour un montant de 1,2 milliards de francs suisses (800 millions de dollars), mais payés à 85% en devises et 15% en poudre blanche! Le chargement de drogue découvert il y a deux ans constituait en quelque sorte un des paiements de ce contrat! Oerlikon-Bührle crie évidemment "connais pas"! Mais comme par hasard il se trouve que les frères Magharian habitent dans un immeuble géré par Oerlikon-Bührle Immobilière! Coïncidence troublante! On apprend aussi dernièrement que Shakarchi est depuis 1985 mêlé à trois autres affaires de blanchissage, mais la justice à elle aussi passé au blanchissage ces affaires de la société de H.W. Kopp!

Quatrième acte, juste avant que ne se déclenchent les enquêtes sur la Shakarchi, H.W. Kopp démissionne de son poste de vice-président de la société. Sa tendre et vigilante épouse, dont le "destin" devait en faire la première femme présidente de l'Etat helvétique, avouera publiquement avoir "abusé" de ses fonctions et informé son mari de l'enquête qui allait s'ouvrir sur les activités de la Shakarchi. Sous la pression des blanchisseurs de démocratie, elle démissionnera le 12 décembre 1988.

Cinquième acte et dénouement, la page de la pièce est encore vierge et le demeurera certainement toujours. Le procureur de la Confédération, Rudolf Gerber, dont le département, celui de Mme Kopp, est en cause, ne veut pas s'occuper de l'affaire (ou plutôt ne tient pas à troubler ses vieux jours en remuant de sordides histoires dans lesquelles il a lui-même joué un rôle, celui des trois petits singes). Le Conseil fédéral a donc dû nommer un procureur extraordinai-

re, Hans Hungerbühler. Mais pas de danger, il ne grattera qu'en superficie car il y a trop de beau monde impliqué dans les affaires de blanchissage de l'argent de la drogue.

Nous avons parlé des blanchisseurs d'argent, parlons maintenant des blanchisseurs de conscience, celle du capitalisme et celles politiques et idéologiques de ses agents divers.

Car lorsqu'éclatent de telles affaires, se met à bêler le troupeau des vertueuses dames patronesses! Interventions parlementaires de la gauche sur déclarations scandalisées réclamant une enquête d'exception se succèdent au fond du panier de crabes de la démocratie.

Nous n'allons pas rentrer dans une fausse discussion qui consisterait à reconnaître dans les rangs de la bourgeoisie et de tous ses représentants politiques, qui serait plus vertueux que l'autre. Le réformisme se voudrait plus vertueux que les rangs de la bourgeoisie conservatrice. Mais sont-ils plus "vertueux" ceux dont le discours se dit "social" mais dont la pratique, aux ordres des intérêts du capital et de l'impérialisme, est tournée quotidiennement contre les conditions de vie matérielles et sociales du prolétariat et baigne dans l'hypocrisie et l'imposture?

Le réformisme prétend rapprocher capitalisme et "vertu", cette "disposition constante qui porte à faire le bien et à éviter le mal", selon Larousse. Cette définition est bien arrangeante puisque l'on peut balancer dans les catégories "bien" et "mal" ce que l'idéologie dominante, donc à la base les rapports matériels entre les classes et les individus de ses classes, accepte comme tel.

Les différentes fractions bourgeoises mettent donc dans ces deux catégories ce qui s'accorde le mieux avec la défense de leurs intérêts particuliers. Le réformisme ne désignera pas seulement les trafics divers comme le "mal", mais y fourrera sûrement la politique du FMI qui affame, la production chimique qui assassine, les coups trop violents de l'impérialisme dans le monde, etc... Il trouvera bien sûr la responsabilité de tous les maux dans "l'égoïsme", le "manque de solidarité", la "mauvaise ges-

(Suite en page 4)

APRES LE KRACH DE 1987, LE CAPITALISME EST TOUJOURS PRIS DE VERTIGE

(suite de la page 1)

du marché étaient trop étroites (ou plutôt elles ne s'élargissaient pas au rythme suffisant) pour permettre à toute la plus-value réalisée sur un cycle précédent de se recristalliser en capital fixe de machines, de matériaux pour une extension plus rapide de la production. Alors le capital ne pouvant se reproduire sous une forme fixe, il s'engouffrait sous forme d'argent à la Bourse et venait gonfler de manière démesurée la demande de valeurs financières, par rapport à une offre qui, elle, ne peut dépasser les limites réelles de la production.

L'économie financière semblait alors juchée sur un nuage bien loin des réalités terre à terre de la production. Et comme la Bourse n'a pas seule le monopole de la spéculation, le sol que l'on ne peut produire et dont la quantité utile disponible est limitée, voire ridiculement petite dans les grands centres urbains, comme les oeuvres d'art mêmes, se sont révélés comme d'excellentes valeurs au rendement élevé.

LE CREDIT COMME LANCE A INCENDIE

Le krach d'octobre 1987 était prévisible et d'ailleurs prévu, mais le capitalisme se comporte comme un cheval au galop prenant le mors aux dents: rien ne saurait arrêter son emballement, surtout pas les cris et gesticulations du cocher, et la cariole tombe toujours dans le fossé. La chute fut terrible, 1600 milliards de dollars partis en fumée en l'espace de quelques jours, une baisse de 28% à Wall Street, de 33% à Londres, de 35% à Frankfurt, de 32,5% à Paris, de 45% à Hong Kong, etc. Dans toutes les officines financières, dans toutes les entreprises engagées directement sur le marché financier (tous les grands monopoles ont établi un département de "gestion de la trésorerie"), les pertes furent importantes et n'auraient pu être asséchées si, contrairement à 1929 où le crédit se resserra brutalement (le risque de voir en plus tout le système bancaire en faillite était alors plus grand qu'aujourd'hui et justifiait à lui seul une telle décision. Que personne ne croit que les capitalistes sont plus intelligents qu'hier), les grandes banques cette fois-ci n'avaient pris le contre-pied de l'expérience d'avant-guerre. Elles inondèrent le marché de liquidités, prêtant à tous bras pour effacer les mauvaises ardoises. Ce faisant elles résolvaient un problème immédiat de trésorerie et évitaient la mise en route du domino des insolvabilités, mais ne faisaient que fuir et repousser à demain les répercussions réelles du krach. La planche à billet largement mise à contribution a donc ouvert une nouvelle période de mirage et de trompe-l'oeil.

BLANCHISSAGE D'ARGENT ET DE CONSCIENCE

(Suite de la page 3)

tion", etc... Mais porté au pouvoir par les urnes et les besoins particuliers du capital, il enverra ses propres sbires au FMI (Otto Stich, socialiste et conseiller fédéral par exemple en Suisse), et participera ardemment à sa gestion, applaudira aux bons résultats de toutes les industries "maudites", chimiques, nucléaires, d'armement, couvrira ses services secrets (Souvenez-vous Rainbow Warrior), s'initiera aux affaires faciles (Société Générale, Pechiney) que lui permettent les bons tuyaux acquis dans l'exercice de ses mandats parlementaires. Bref montrera réellement sa fonction de défenseur de l'ordre auprès de la classe ouvrière, avec toutes les corruptions qu'implique un monde où le profit et la réussite individuelle sont rois.

Si nous dénonçons avec les blanchisseurs d'argent, les blanchisseurs de conscience, c'est bien parce que chacun fait ses propres ravages parmi le prolétariat, les uns en détruisant physiquement toute volonté des prolétaires victimes du poison blanc à se reconnaître comme classe et à apprendre à lutter comme classe, les autres en détruisant idéologiquement et matériellement toute volonté de tous les prolétaires à se reconnaître comme classe et à apprendre à lutter comme classe.

Le résultat pour la pérennité de l'exploitation capitaliste est, par des moyens et une échelle différents mais complémentaires, le même!

(1). Voir notre article "Bolivie: non au coca-consensus" du "prolétaire" no 389, oct.-nov. 1986

Les grosses pertes ont pu être compensées, les créanciers n'ont donc pas perdu leurs deniers. Le monde capitaliste s'est retrouvé après le krach un peu plus endetté, mais toujours en possession d'une masse importante de capital argent. Le résultat - qu'aucun établissement d'analyse et de prévision n'avait correctement prévu - fut que ce capital repris le chemin de la bourse et réalimenta les bonnes affaires. Au lieu de vivre une baisse du taux de croissance, le capitalisme s'offrit le luxe en 1988 d'augmenter encore son taux de croissance. Mais même les bons résultats amenèrent avec eux leurs cortèges de contradictions, d'antagonismes et de tensions exacerbés. Ceci d'autant plus que se combinent d'autres facteurs négatifs que le capital s'est efforcé d'immerger, mais qui refont ou referont surface.

LA PLANCHE A BILLETS COMME LANCE A INCENDIE

Augmentée artificiellement par le krach de 1987, la masse monétaire l'est aussi par d'autres facteurs comme la baisse du dollar. Partis en 1985 à un niveau de 238,6 yens et 2,94 DM (les cours élevés du pétrole notamment lui avait permis en tant que moyen de paiement international d'être surévalué), le dollar chutait à 144,6 yens et 1,79 DM en 1987, pour finir à 108,9 yens et 1,51 DM en août 1988!

Les Etats-Unis, principale puissance économique mondiale, dont la dynamique ou l'effondrement dictent les tendances générales de l'économie mondiale, après avoir largement ouvert leur marché aux produits étrangers, ont accumulés un énorme déficit commercial et se trouvent dans l'obligation de le combler, et pour cela de s'imposer une fois encore à ses concurrents en dictant leur loi.

Cela signifie - puisqu'il leur est impossible de baisser du jour au lendemain les coûts de production - agir sur le niveau du dollar et procéder à une baisse du cours du billet vert. Moins chers à l'extérieur, les produits américains devraient mieux se vendre et la balance se redresser.

Une telle chute est problématique pour les capitalistes dont une part importante des contrats s'effectue en dollars, compte tenu de la durée qui s'écoule entre la fixation du prix des marchandises ou services et le moment où se réalisera pleinement le paiement (à la réception des marchandises, à la fin des travaux...). Cette catastrophe n'existe évidemment que pour ceux dont la monnaie nationale n'est pas le dollar!!! A ce type de problème - caractéristique à lui seul de l'anarchie de la production mercantile - s'en ajoutent bien d'autres. Par exemple, toutes les affaires en cours de négociation, où rentrent en concurrence des offres américaines et d'autres pays, changent de décor avec des offres en dollars tout-à-coup beaucoup plus intéressantes, et sur lesquelles doivent s'aligner tous les autres.

Cette situation héritée de l'époque de la non-convertibilité du dollar en or et du flottement des monnaies n'est pas nouvelle pour les capitalistes, mais ce qui change c'est l'amplification des déséquilibres. Reprenons un exemple. Face à l'impossibilité pour les capitalistes travaillant pour l'exportation de pouvoir tabler sur des certitudes comptables, s'est établi tout un éventail d'instruments financiers destinés à la spéculation pour compenser les pertes éventuelles dues à l'instabilité générale des monnaies. C'est ainsi qu'un capitaliste mis en difficulté par une baisse du dollar, aura tendance, quitte à accorder des rabais supplémentaires, à exiger de gros acomptes à la commande, et le paquet de billets sous le bras courrir à la corbeille, voire immobiliser une partie de son argent dans du terrain sachant que la rente qu'il en retirera sera plus importante même que les intérêts de ce qu'il aurait dû emprunter pour compenser ses immobilisations.

Le yoyo des monnaies peut donc amener les plus saines entreprises aux pertes sèches (comme il lui est arrivé plus rarement d'accorder un sursis aux mauvaises sachant agir avec efficacité sur le plan financier), multiplie et gonfle les situations à risques sur un marché international encombré.

Les banques nationales sont donc intervenues pour faire parachute au billet vert, éviter les à-coups. Pour comprendre l'effet ravageur du va-et-vient des monnaies, rappelons le scandale de la spéculation sur le dollar par quelques responsables financiers de Volkswagen: en 1985, au moment où le dollar chutait Volkswagen perdait 480 millions de marks! Mais pour sauver le dollar, les banques

doivent inonder le marché financier de nouvelles devises et en novembre de l'an passé, les interventions pour relever le dollar furent massives. A cette date, le Japon à lui seul et en un jour achetait pour 1,5 milliards de monnaie américaine, suivi par 12 autres grandes banques. Toute cette montagne d'argent pour "stabiliser le dollars à 122 yens"! Mais ce nouveau flot d'argent sur les marchés financiers n'est lui non plus décollé du monde de la production de marchandises. Après quelques parcours de caisses en poches, il finit par élever le niveau de la demande et provoque la hausse des prix.

L'inflation, si elle est la bienvenue (comme en 1974-1975) dans certaines situations pour augmenter la part de surtravail, donc des profits et pour diminuer le salaire réel, elle ne l'est pas pour autant comme ligne de conduite générale. Elle entraîne inévitablement avec elle un retournement de tendance.

Encore une fois le capitalisme a paré au plus pressé pour éviter l'effet de cascade et il révèle que le mal profond n'est pas au niveau du boursicotier mais à celui de la production, qui ne vit que pour produire la plus-value.

Après ses mesures de sauvetage du secteur boursier et du dollar, la spéculation a rapidement relevé la tête, regrimpant vers les sommets desquels elle avait chuté en 87 et redonnant des sueurs froides aux agents du capital international, se demandant bien cette fois ce qu'il faudrait faire si de nouvelles baisses brutales devaient se produire.

Outre l'inflation, ces mesures ont eu d'autres conséquences, dont celle importante d'endetter encore plus les entreprises! Mais le crédit dont vit de plus en plus le capitaliste est une anticipation de la valorisation de marchandises qui n'existent pas encore au moment où il est pris et qui n'interviendra que bien plus tard, à un moment dont personne ne peut garantir ce que les bourgeois appellent la bonne tenue du marché. Le capitaliste, en s'endettant, vit de moins en moins dans le présent, de plus en plus dans le futur. Il est comme une construction calculée statiquement à la limite des charges de rupture: il tient mais se lézarde au moindre cas de charge imprévu, se fragilise petit à petit et à la fin s'écroule.

Le krach de 1987 n'a pas été la grande crise qui aurait suffi à faire basculer dans le vide tout le système, mais constitue un de ces cas de charge pour lesquels la construction n'est pas calculée et qui participe de manière non négligeable à la ruine de l'édifice.

MISERE DE LA CROISSANCE

Une année après le krach, le capitalisme se retrouve dans une situation, qui malgré l'apparence des indices de croissance et des baromètres en tout genre, n'est guère enviable. Aux problèmes qui demeurent, comme celui du déséquilibre entre les balances commerciales des grands pays impérialistes et de leur endettement global croissant, viennent se superposer l'inflation et la hausse des taux d'intérêt. Car ainsi sont faites les contradictions capitalistes: le credo suprême de la production c'est le profit, sans lui le désert pensent les bourgeois. Mais, avec sa baisse tendancielle, le profit se gagne de plus en plus difficilement, et la concurrence pour l'obtenir s'aiguise de plus en plus. Des parts de profit, objectivement réalisables compte tenu des conditions du marché, les capitalistes tenteront de s'en approprier le plus. Bien plus si possible pour chaque capitaliste pris individuellement que n'en fait le concurrent. Dans cette course pour sauver le niveau des profits, les capitalistes pensent tous trouver la bouée de secours dans la "croissance soutenue des marchés". Alors, guidé par la seule et unique étoile du profit, tous les capitalistes nationaux se bousculent sur la voie de la croissance forcée. Mais le marché et la production, donc la quantité de marchandises produite, ont des limites qui ne se rencontrent harmonieusement que fortuitement et la sanction de la croissance risque encore une fois de se produire. La croissance, surtout celle dopée par la planche à billet, fait donc ressurgir le spectre de l'inflation, alors le capital doit malgré les gémissements de ses agents qui ont trop vécu sur le compte de "l'argent bon marché", faire marche arrière, notamment en relevant les taux d'intérêt, pour diminuer l'investissement et la consommation (même s'il y a de plus en plus de prolétaires sans autre ressource que la rue et les poubelles). Le vent de folie de 1988

semble en train de baisser et les perspectives immédiates se font plus prudentes.

Dans l'analyse des tendances du capitalisme que nous faisons, et dont l'utilité n'est pas purement théorique, mais nécessaire à la préparation politique du parti, et donc de ses tâches pratiques, et conformément à la méthode marxiste, nous ne nous allongerons pas ici sur les répercussions immédiates que peuvent avoir telle ou telle mesure dite de réajustement (hausse des taux d'intérêt par exemple). Même les experts bourgeois habitués à parcourir leurs épais livres de statistiques et aidés des plus puissants modèles mathématiques, ne parviennent pas à définir avec exactitude les perspectives de ces prochaines années (les erreurs grossières de l'OCDE qui prévoyait un taux de croissance de 2,25% en 1988, alors qu'il a été en moyenne de 4%, sont là pour le prouver). Mais c'est bien conforme au mode de production capitaliste de ne pas pouvoir maîtriser son cours.

LA FUITE EN AVANT DANS UNE GIGANTESQUE CONCENTRATION DE CAPITAUX

C'est en fait dans les tendances générales que l'on peut évaluer mieux la situation critique dans laquelle se trouve le capitalisme.

Dans ces facteurs d'analyse plus généraux, il y a évidemment le facteur historique de la baisse tendancielle du taux de profit (1). Malgré la reprise de 1983-1985, il n'a pas et ne retrouvera pas son niveau des années 1960-1970. Pour lutter contre cette baisse, le capital n'a pas d'autre recours, après avoir pressuré au maximum socialement possible la force de travail, que de passer à une concentration industrielle et financière toujours plus grande et dans un contexte de concurrence toujours plus aigüe.

Il faut en effet des conglomérats industriels de plus en plus puissants et concentrés pour faire face à cette baisse du taux de profit, car le seul moyen d'augmenter son profit est d'augmenter ses parts de marché, et comme celui-ci n'est pas extensible à volonté, cela signifie accaparer les parts d'un concurrent. Depuis une décennie, les OPA ont donc pris une importance toujours croissante et ce qui inquiète les observateurs économiques bourgeois, c'est qu'elles reposent sur un pourcentage de crédit toujours plus grand, renforçant le rôle des banques, mais condamnant un peu plus le présent des entreprises à l'avenir incertain des lendemains.

L'exemple le plus typique dernièrement est celui du rachat de RJR Nabisco (alimentaire) par la société Kholberg Kravis Roberts & Co (KKR) avec l'aide de la banque Shearson Lehman Hutton. L'offre de base de 20,3 milliards de dollars était constituée de 10% de fonds de KKR et 90% d'emprunts bancaires (les "junk bonds", textuellement "obligations pourries" à haut rendement, mais aussi haut risque). L'achat final se fera à hauteur de 24,53 milliards de dollars, établissant un nouveau record vertigineux de ce genre d'OPA (les LBO, Leveraged buy out), le dernier en date étant l'achat de Gulf Oil par Chevron pour 13,4 milliards de dollars en 1984.

Mais un tel volontarisme de la concentration de capital ne va pas sans construire un immense château de cartes financier! Les junk bonds représentent actuellement 72% du capital propre de la First Chicago, 71% de la Bank of America, 64% de la Manufacturers Hanover Bank, 57% de la Bankers Trust, etc. La Federal Reserve émettait d'ailleurs dernièrement ses craintes sur une trop grande frénésie dans l'usage des LBO. Car les effets sur les entreprises ne sont pas innocents. Leur endettement s'accroît et diminue leur capacité d'autofinancement (notamment dans la recherche, indispensable pour maintenir sa position à long terme). Par contre il fait la part belle aux usuriers puisque 24% du cash-flow (2) des entreprises américaines est destiné au paiement de l'intérêt des dettes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5ème liste - 1988

Alsace: 100,-; Roger: 40,-; lecteur: 25,-; A.B.: 200,-; Yvon: 80,-
Moulines: 300,-; Paris: 400,-; Alsace: 180,-
Total: 1325,-

OU VONT LES BR ?

A L'ORIGINE, RIEN D'AUTRE QUE DU REFORMISME

Dans l'article précédent (cf "le prolétaire" no 398), après avoir exposé le caractère spontanéiste, immédiatistes des groupes qui ont fait de la "lutte armée" en tant que telle le pivot de leur organisation et de leur programme politique, nous avons abordé l'aspect de dégénérescence qui a marqué leur histoire ultérieure.

En parlant de "dégénérescence" nous ne faisons pas "la morale" à ceux qui seraient passés d'une hostilité irréductible à l'Etat bourgeois et à la Démocratie Chrétienne, à la "dissociation", à la collaboration active et au dialogue avec l'ennemi hai. Nous voulons parler d'un processus matériel, nécessaire et prévisible, auquel ne peut échapper une organisation imprégnée dès ses origines de conceptions et de praxis réformistes, malgré une "rupture" temporaire avec la politique institutionnelle, bureaucratique-électorale-parlementaire des partis démocratiques, et l'adoption d'une praxis violente, clandestine, de "lutte armée".

La conception et la praxis du réformisme, bien qu'elle soit tendanciellement non-violente admet cependant la violence, la clandestinité, la lutte armée, comme elle admet l'armée, la police, les prisons, la guerre, mais seulement pour défendre la démocratie, ses lois, ses institutions, ses intérêts à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de la "patrie".

Contre le fascisme, c'est-à-dire la méthode de gouvernement bourgeoise ouvertement totalitaire, le réformisme a admis la guerre; pour la défense des intérêts de la démocratie le réformisme a admis la répression dans les colonies; contre une prétendue "agression" d'un Etat concurrent le réformisme accepte la guerre, dite évidemment "défensive"; contre des mouvements de rue, des révoltes sociales, des grèves "incontrôlées", le réformisme admet l'emploi de la force et de la violence pour "rétablir le calme" et "l'ordre public", parce qu'il n'admet pas que les lois de l'Etat soient violées.

En règle générale, le réformisme admet l'emploi de la violence ouverte et armée dans un but de conservation bourgeoise, pour le "maintien" ou la reconquête du système démocratique de gouvernement et sous le monopole de l'Etat et de ses institutions spécialisées (Police et Armée). Cela n'empêche pas que le réformisme préfère la violence virtuelle, c'est-à-dire la menace de son utilisation, l'usage des lois qui codifient les comportements demandés aux individus et aux classes pour prévenir des comportements "non homologués", perturbateurs, antagoniques.

En effet la situation qui convient le mieux au réformisme est un climat de paix sociale, avec de rares conflits, une politique contractuelle effective, des négociations permanentes. Ce climat social ne peut durer éternellement en raison des contradictions matérielles et sociales que crée la société du capital; mais le réformisme essaye systématiquement de le maintenir pour préserver son rôle social, pour ne pas être mis de côté par les tendances bourgeoises les plus agressives et les plus autoritaires.

Les mesures de temps de crise, avec leurs traits anti-prolétariens répondent sans doute aux besoins des fractions bourgeoises les plus dynamiques et les plus voraces; mais elles visent aussi à alimenter "le jeu des partis" dans lequel le réformisme se sent justifié d'utiliser, à cause de l'agressivité de la partie adverse, un discours combatif des menaces de grèves générales, des manifestations de rue. Mais à la longue ce jeu use avant tout les forces qui en dépendent le plus, les forces du réformisme et du collaborationnisme ouvrier. Ce jeu des partis se déroule par dessus la tête des masses, mais cela ne veut pas dire qu'il ne les touche pas par ses conséquences et qu'il ne les met pas en mouvement en mettant en avant des revendications. Le réformisme ouvrier est ainsi poussé constamment à la recherche de forces fraîches et d'initiatives qui lui permettent de jouer son rôle, non seulement au niveau social, mais aussi et surtout au niveau économique et politique.

La complexité des forces sociales dans un pays capitaliste avancé peut difficilement se ramener à la simple opposition entre "bourgeoisie" et "prolétariat". Etant donné le développement des couches intermédiaires et leur diversification continue, le réformisme à notre époque tend à "représenter" des besoins et des intérêts interclassistes toujours plus vastes. Il plonge ses racines dans les bases matérielles produites par le développement du capitalisme en termes d'augmentation du nombre des prolétaires et de la population urbaine, d'augmentation du niveau de vie et de consommation moyen, d'intégration des partis et des organisations syndicales dans les structures politiques et administratives d'Etat. Et il assume sans cesse davantage le rôle de médiateur des "garanties" sociales, de gestionnaire des amortisseurs sociaux, tendant ainsi à perdre peu à peu tous les traits d'opposition combattive, verbalement intransigeante qui permettent d'être en phase avec le sentiment de résistance répandu parmi

les masses ouvrières quand elles commencent à vouloir opposer leur force et leur organisation à la pression du capital.

Le réformisme ouvrier traditionnel dans les pays capitalistes développés est à notre époque engagé dans ce processus irréversible. Mais les contradictions sociales créent les conditions pour que renaisse un réformisme non institutionnalisé, un réformisme "de rue", radical, dur, tenace. Les mouvements de 68 ont donné naissance à ce "réformisme de gauche", qui a été à son tour le berceau des tendances barricadières, anarchoïdes et de "lutte armée". Le "projet" de ces dernières ne s'est jamais beaucoup éloigné du programme classique du réformisme traditionnel: **gouvernement de gauche**, même s'il était pompeusement baptisé "pouvoir ouvrier" ou même "dictature du prolétariat". C'était la forme de lutte qui changeait: non plus pacifique et électoraliste, mais violente et armée. Mais elle était orientée vers le même objectif réformiste.

C'est la raison pour laquelle le réformisme traditionnel des PCI et PSI - et même le réformisme catholique - a fini par réabsorber le phénomène brigadiste dans un dialogue avec l'Etat et la bourgeoisie que les B.R. voulaient abattre en s'appuyant sur le PCI et peut-être sur les mouvements pacifistes et écologistes.

Pendant ce temps, l'accumulation des contradictions matérielles et sociales, la détérioration de la situation économique, l'aggravation des divisions entre catégories, entre travailleurs réguliers, temporaires, chômeurs, tout cela produit et entretient parmi les masses un mouvement d'instabilité et d'incertitude qui nourrit la perte de crédibilité et la méfiance envers le réformisme traditionnel.

La réaction devant les promesses non tenues, devant les améliorations toujours reportées, devant l'incertitude de l'avenir, débouche sur la rébellion. Le problème pour le réformisme devient alors de capturer l'énergie de cette rébellion, pour s'en servir, pour l'utiliser dans la course à la mangeoire du pouvoir politique et économique en faisant jouer la carte du contrôle des masses prolétariennes, la carte de l'aiguillage des poussées rebelles en direction du jeu démocratique. Sans cette carte le réformisme serait fichu lorsque le pouvoir bourgeois se trouve réellement dans une impasse, comme par exemple lors du grand mouvement d'occupation des usines en Italie en 1919-1920. Le réformisme serait alors emporté par la lutte sociale dans laquelle le prolétariat engage spontanément ses forces contre la bourgeoisie. De même aujourd'hui, sans la carte du contrôle des masses prolétariennes - ou au moins des couches les plus importantes de ces masses - le réformisme perdrait son rôle primordial de médiateur entre les intérêts bourgeois et prolétariens; il perdrait son rôle de **pilier de gauche** de la conservation sociale.

C'est donc une absurdité que de chercher à obtenir du réformisme ce que, par nature, il ne peut donner, ou de vouloir lui faire faire, par la force, ce qu'il ne pourra jamais faire: favoriser l'organisation prolétarienne pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, suivre la voie de la lutte de classe vers l'issue révolutionnaire.

C'est pourtant ce qu'ont cru des organisations comme les B.R. qui ont voulu pousser le PCI en particulier à rejeter le jeu démocratique et à passer à l'offensive armée en commençant à "liquider, battre et disperser la Démocratie Chrétienne".

EXERCISER L'ITALIE DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE EN S'APPUYANT SUR LE PCI

Dans un document des BR après l'incursion dans le local de "Iniziativa Democratica" à Milan au cours de laquelle ils jambisèrent un responsable de la D.C., on peut lire:

"(...) La Démocratie Chrétienne est le principal vecteur politique du projet de restructuration impérialiste de l'Etat. Elle est le point d'unification du faisceau de forces réactionnaires et contre-révolutionnaires qui

unit Fanfani à Tanassi, à Sogno, à Pacciardi, à Almirante et aux groupes terroristes ("néofascistes"-NDLR). LA DC EST L'ENNEMI PRINCIPAL DU MOMENT: c'est le parti organique de la bourgeoisie, des classes dominantes et de l'impérialisme. C'est le centre politique et organisatif de la réaction et du terrorisme. C'est le moteur de la contre-révolution globale et la force portante du fascisme moderne: le fascisme impérialiste. (...) La DC n'est pas seulement un parti, c'est l'âme noire d'un régime qui depuis 30 ans opprime les masses populaires et ouvrières du pays. Cela n'a aucun sens de dire en paroles qu'il faut battre le régime et de proposer dans les faits un compromis historique avec la DC. Et cela en a encore moins de bavarder sur comment la réformer. LA DC DOIT ETRE LIQUIDEE, BATTUE ET DISPERSEE. La défaite du régime doit entraîner avec elle cet immonde parti et l'ensemble de ses dirigeants; comme cela est arrivé en 45 pour le régime fasciste et pour le parti de Mussolini. Liquider la DC et son régime est la prémisses indispensables pour arriver à un véritable "tournant historique" dans notre pays. C'est la tâche principale du moment" (1).

Les BR considéraient donc que se débarrasser de la DC était la prémisses indispensables pour un "tournant historique" que le PC envisageait sous la forme de son arrivée aux affaires à la tête d'un gouvernement "de gauche": pour les BR comme pour le PCI ce "tournant" consiste en un changement de gouvernement. Mais les BR le veulent comme en 45, les armes à la main et avec un bloc populaire antifasciste et anti-DC. Le "régime démo-chrétien" doit être liquidé et il faut donner "tout le pouvoir au peuple armé", en somme à une sorte de "bloc des 4 classes" de maoïste mémoire.

Le parallèle tracé entre la situation de 45 - quand "le peuple" était en armes contre le régime fasciste - et celle de 75 - où sont armés ceux qui se prétendent les avant-gardes révolutionnaires par excellence, les cadres du "parti combattant" - sert aux BR pour indiquer un objectif facilement identifiable à son action et aux "forces révolutionnaires": le parti de la bourgeoisie par excellence, la DC, dont la liquidation ouvrirait automatiquement la voie à la révolution.

Les tentatives faites par les BR pour analyser la situation historique et les rapports entre les classes servent toutes à justifier l'existence et le développement de la "lutte armée". Pour elles "la tendance générale aujourd'hui dans le monde est celle qu'indiquent les camarades chinois: c'est la tendance à la révolution. Impérialisme et social-impérialisme se trouvent toujours plus en contradiction ouverte et les guerres de libération des peuples connaissent de nouvelles victoires. Ainsi au Viet-Nam, au Cambodge, au Portugal" (2).

Les BR partent de l'illusion que "la révolution est en marche" et que de la lointaine Chine, elle arrive au coeur de l'Europe. Même les militaires portugais aux oeillots qui avaient initié les populations locales aux délices de la démocratie moderne sont salués au même titre que les véritables **lutes de libération** de l'oppression étrangère menées en Asie. Pour constituer la confuse mixture qu'elles veulent faire passer pour une démonstration historique, les BR utilisent tout ce qui leur tombe sous la main, pourvu que cela soit anti-américain et anti-OTAN. Il n'est pas difficile de rappeler que le PCI dans les années 50 propageait les mêmes positions démagogiques en les faisant passer pour la continuité "révolutionnaire" et antifasciste, à des fins évidemment électorales et parlementaristes.

Mais la réalité de 45, comme celle de 75 étaient bien différentes de ce qu'en disaient les BR.

En 45 le "peuple armé", la Résistance antifasciste était partie prenante de la guerre: elle appuyait un bloc impérialiste - celui des Démocraties occidentales alliées à la Russie stalinienne - contre le bloc impérialiste adverse, l'axe Berlin-Rome-Tokyo. Ce n'était pas une guerre "de classe" mais une guerre **impérialiste**, dans laquelle tous les partis stalinisés firent tous leurs efforts pour canaliser les prolétaires sous le drapeau, non de la révolution, mais de la défense d'un bloc impérialiste contre l'autre.

Les fronts antifascistes de partisans, où les distinctions de classes n'étaient pas de mise car le but était de liquider le régime fasciste, le parti de Mussolini, et d'instaurer un régime démocratique pluraliste, contribuèrent à **maintenir** la participation du prolétariat dans la guerre impérialiste, mais du côté de l'impérialisme démocratique, et à préparer la reconstruction d'après-guerre dans un climat de **solidarité nationale**.

Inutile de dire que tous les bénéfices de cette position sont allés à la classe dominante, qui fut bien heureuse, après la disparition de l'instrument fasciste, désormais vaincu, de pouvoir commencer une nouvelle période d'accumulation et d'expansion capitalistes avec le consensus

et la participation de la classe ouvrière appelée à en supporter la plupart du poids. Il faut rappeler que le PCI, pendant toute la période qui va de la consolidation du pouvoir fasciste, à la préparation de la guerre, à la guerre elle-même et enfin à la reconstruction d'après-guerre, a joué un rôle essentiel pour écarter toute menace de révolution prolétarienne et pour assurer la conservation du mode de production capitaliste.

Les BR sont en réalité les enfants illégitimes du PCI et elles n'ont cessé de chercher à être reconnues par lui. Le PCI est un parti voué par nature à la collaboration des classes dans laquelle, en période d'expansion économique, les intérêts de l'aristocratie ouvrière convergent avec les intérêts des secteurs dynamiques et modernes de la bourgeoisie et peuvent sembler identiques aux intérêts de larges couches du prolétariat en marche vers une amélioration de son niveau de vie.

À la différence du PCI de Berlinguer, les BR ne se fient pas à la DC; et elles interprètent la disponibilité de celle-ci à un accord avec le PCI, comme une manœuvre habile pour le duper et pour lui empêcher toute possibilité future d'accéder au gouvernement sur la lancée d'un mouvement ouvrier placé dès aujourd'hui devant "le problème de transformer l'hégémonie politique qu'il exerce déjà aujourd'hui (sic !) en une pratique effective du pouvoir". Le mouvement ouvrier devrait "mettre à l'ordre du jour la nécessité de la rupture historique avec la DC et de la défaite de la stratégie du compromis historique" (3). Mais "il ne faut cependant pas sous-évaluer la fonction ambivalente (du compromis historique-NDLR) qu'il remplit pendant une brève période avant la crise de régime"; en effet d'un côté "il évite que le pays devienne ingouvernable et il s'oppose au développement de la guerre de classe" tandis que de l'autre "il constitue un puissant facteur de crise politique du régime, il terrorise et accélère les contradictions des secteurs les plus conservateurs et les plus réactionnaires" (4).

Les BR appellent donc à la rupture historique avec la DC, le parti qui veut "l'Etat impérialiste des Multinationales", le parti "néo-gaulliste" du "coup d'Etat blanc", le parti qui, à travers le référendum pour abolir le divorce chercherait "la transformation de la république née de la Résistance pour créer une république présidentielle", le parti "téléguidé par les USA", le parti de la reconversion productive, bref le mal incarné!

Mais les BR n'appellent pas à la rupture avec le PCI, le parti responsable au premier chef de l'empoisonnement démocratique, légaliste, opportuniste du prolétariat, le parti co-responsable de la stalinisation de l'Internationale et véhicule non négligeable de la contre-révolution bourgeoise. Au contraire les BR attendent de ce parti une espèce de régénérescence grâce à un supposé **esprit communistes** capable de le ramener sur la voie de la révolution prolétarienne, naturellement après avoir mis à la retraite Berlinguer et cie.

LE PCI NE CHANGE PAS MEME QUAND IL EST AIGUILLONE A GAUCHE

Au cours des années 70 la bourgeoisie livre une guerre non militaire mais commerciale, diplomatique, politique pour défendre ses intérêts nationaux contre une concurrence qui se fait acharnée. En 74-75 éclate la première crise simultanée du système capitaliste; les puissances industrielles s'emploient à défendre un intérêt qui est en même temps nationale et international, l'intérêt du système de marché et du système financier mondial.

Si une seule des puissances industrielles tombait dans une crise sans issue, cela provoquerait une réaction en chaîne dont la gravité et la rapidité serait fonction de l'intensité des liens internationaux du marché et de la finance. C'est la crainte d'être entraînés dans une dépression sans retour qui pousse les différentes bourgeoisies nationales à se soutenir l'une l'autre pour éviter la catastrophe. Mais ceci n'est possible que tant que n'apparaît pas une contradiction supplémentaire, constituée par la lutte prolétarienne, qui dans certaines conditions historiques peut affronter la bourgeoisie, classe contre classe.

C'est dans les difficultés qu'on reconnaît ses amis, dit-on. C'est au moment de la crise économique que le PCI fait son offre de solidarité nationale, sous la forme du "compromis historique". Et la classe ouvrière subira l'offensive contre ses conditions de vie et de salaire; elle devra "restituer" au patronat et à l'Etat ce qu'elle avait arraché par ses luttes; elle devra plier l'échine sous l'exigence suprême de l'économie nationale et payer les effets de la crise capitaliste en termes d'intensité de travail, de productivité accrue, de plus grande mobilité, de diminution du salaire réel, en termes d'accroissement du chômage, de l'insécurité, de la concurrence entre prolétaires. Sans le

patient, capillaire, persistant travail d'affaiblissement des forces prolétariennes, sans l'inoculation continuelle du poison démocratique, légaliste, pacifiste, individualiste, sans l'intoxication idéologique permanente sur l'accession au bien-être et le progrès, sans tout le travail du réformisme collaborationniste, la bourgeoisie nationale n'aurait pu se consacrer aussi efficacement à la défense de ses intérêts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.

C'est contre cette espèce de "reddition sans condition" du réformisme que les BR se sont insurgées. Elles ne pouvaient admettre que le parti dans lequel une bonne partie de la classe ouvrière se reconnaissait, n'ait pas le courage de mettre les mains sur le gouvernement, d'accélérer sa "marche vers le pouvoir" et de faire appel à la rue pour accomplir enfin ce "tournant historique". Elles ne pouvaient admettre que ce parti trahisse la confiance de ses électeurs prolétaires en offrant un compromis à "l'âme damnée d'un régime qui depuis 30 ans opprime les masses populaires et ouvrières du pays" - la Démocratie Chrétienne.

Obsédées par le "coup d'Etat blanc" et le "néo-gaullisme" de la DC et dégoûtées par l'attitude du PCI, les BR, après s'être insérées dans des luttes d'usines par des représailles contre les petits chefs (depuis les tracts de menace jusqu'aux "jambonnades" et aux séquestrations), décidèrent de hausser le tir avec l'assassinat exemplaire. Elles étaient encouragées par le fait que leurs actions, si elles n'avaient pas jusque là intimidé en quoi que ce soit la classe dominante et son Etat, ne commençaient pas moins à recueillir de la sympathie parmi les prolétaires.

LES BR PRISONNIÈRES DE LA CONTESTATION ARMÉE

L'analyse fautive de la situation concrète, le jugement erroné sur le réformisme (donné pour incapable de jouer un rôle anti-révolutionnaire et anti-prolétarien), la conception inexacte des tâches d'une organisation qui entend guider le prolétariat dans sa lutte de résistance quotidienne et

dans sa lutte révolutionnaire contre le capital, toutes ces erreurs sont à la base de la formation et de la trajectoire des BR et des groupes semblables.

Prisonnières des illusions "révolutionnaires" de 68, éblouies par le spontanéisme ouvrier, les BR préconisaient une "lutte armée" qu'elles justifiaient par le danger supposé du déclenchement d'un "guerre civile contre-révolutionnaire" par un "faisceau de forces réactionnaires et contre-révolutionnaires", avec la DC à leur tête. Et elles entamèrent leur bataille sans aucun programme politique général. Leur programme était réduit à la pratique de la "lutte armée" qui leur permettait de "se confronter" avec les diverses forces de la "gauche révolutionnaire"; la lutte armée constituait pour elles le point discriminant entre "gauche révolutionnaire" et "gauche réformiste et révisionniste".

Enfermées dans le programme et l'idéologie du réformisme en général, les BR croyaient pouvoir réaliser ces objectifs réformistes par la seule lutte armée entre leur organisation et l'Etat, alors que le PCI poursuivait les mêmes objectifs au moyen de la politique légale et parlementaire.

La différence fondamentale entre BR et PCI n'était que la pratique de la violence armée; grâce à cette dernière les BR espéraient démontrer aux masses ouvrières et populaires qu'elles étaient les meilleurs défenseurs de leurs supposés besoins politiques et économiques contre la tendance anti-démocratique du "fascisme en chemise blanche" de la DC.

La référence à la classe ouvrière, au mouvement ouvrier des grandes usines, s'explique parce qu'il s'agit d'une force sociale rien moins que secondaire, et parce qu'une partie du PCI maintient une tradition ouvriériste. La direction Berlinguer commençait alors à remettre en question la "centralité ouvrière". Les BR reprirent ce flambeau et fournirent aux ouvriers les plus écoeurés par les attaques patronales et la "trahison" de "leur" parti l'impression d'une réplique opportune face à tous ceux qui croyaient pouvoir exploiter à plaisir la classe ouvrière. De là naquit une sympathie ouvrière

et même, dans les premières années, un certain appui à l'activité des BR. Prendre cette sympathie et cet appui qui permettait aux BR d'échapper à la police, pour l'expression d'un "besoin de révolution" fut une autre grande illusion de celles-ci. Sur cette illusion elles fondèrent leur certitude de la victoire finale et la certitude que leurs militants pouvaient tenir pendant de longues années dans la clandestinité. Mais leur passage à l'utilisation systématique des armes, au meurtre des personnages-symboles comme Moro (pour elles le point de contact principal entre les forces réactionnaires et les dirigeants du PCI), porta un coup mortel à cette sympathie et à cet appui.

Les milliards provenant des hold-up et des enlèvements servirent exclusivement à l'auto-financement de l'organisation et non comme "réserve" pour la lutte de masse. La clandestinité la plus stricte devint obligatoirement la façon de vivre et d'agir de ces formations tendues vers la "contre-attaque" militaire. Elle constitua le mode de vie quotidien de leurs militants entraînés dans un duel avec l'Etat, indépendamment et en dehors de la compréhension et de l'engagement des masses prolétariennes qui étaient au contraire repoussées dans le légalisme, le collaborationnisme, la paralysie et la résignation.

Déjà après quelques années d'activité au sein de la classe ouvrière, après "l'automne chaud" de 1969 et les grandes luttes lors du renouvellement des contrats en 1972, les BR "contraintes" par la situation, par la répression et par leur faiblesse "organisationnelle" de "contre-attaquer sur des objectifs économiques"(5) se persuadèrent que: "un peu partout on constate que le mouvement de résistance populaire se caractérise par une volonté générale d'affrontement avec la bourgeoisie et par une tout aussi générale incapacité de conduire (cet affrontement) sur les terrains imposés. Notre intervention va dans le sens de résoudre cette contradiction". Les BR se sentaient investies de la tâche de recueillir cette "volonté d'affrontement" négligée par le PCI depuis qu'elles s'étaient proclamées "pôle stratégique de la lutte armée pour le communisme".

A cette époque elles définissaient leur activité en 2 secteurs: le "travail clandestin" et le "travail d'organisation des masses". Dans le document de 1973 que nous avons déjà cité, les BR expliquent: "Par travail clandestin nous entendons la consolidation d'une base matérielle économique, militaire et logistique qui garantisse une pleine autonomie à notre organisation et constitue une base arrière du travail "au sein des masses". Par travail d'organisation des masses nous entendons la construction, dans les usines et dans les quartiers populaires, des articulations de l'Etat prolétarien: un Etat armé qui se prépare à la guerre."

Voilà les grandes illusions des BR: Prendre ce qui était en réalité une contestation violente et armée, pour "la révolution en marche", pour le "pôle stratégique de la lutte armée pour le communisme", et prendre leur propre organisation pour "l'Etat prolétarien" - même "en formation" - qui se prépare à la guerre contre la bourgeoisie et organise les masses dans le seul but de créer ses propres "articulations". Bien qu'elles puissent apparaître plus proches des aspirations des masses à la résistance contre la pression bourgeoise, plus décidées à réagir activement aux attaques du patronat et de l'Etat, bien qu'elles semblent décidées à en finir avec l'ordre bourgeois, en se fixant comme objectif rien moins que "la destruction des structures armées de l'Etat et des milices parallèles", les BR ne sont en fait jamais sorties des illusions du radicalisme ouvriériste soixante-huitard. Etant donné leur origine stalinienne et maoïste, elles ne pouvaient pas ne pas situer leur action, toute armée qu'elle soit, dans un cadre bourgeois et dans ce qu'elles prenaient bien à tort pour une "crise de régime définitive".

Tout en rêvant à la destruction des structures armées de l'Etat, les BR, intégrées dans le régime bourgeois, le système politique démocratique, cherchaient à lui arracher, au nom du prolétariat et par la violence, un morceau de pouvoir; le PCI, lui, recherchait ce morceau de pouvoir par le "compromis historique" avec la DC. Dans les 2 cas, le prolétariat, en tant que classe, ne pouvait qu'en être totalement exclu.

(Suite et fin de l'article dans le prochain numéro)

REPRESSION ANTI-OUVRIÈRE AU NIGERIA

Le 19 décembre 11 employés de la Société nigérienne d'électricité (NEPA) ont été condamnés à la prison à vie pour "crime économique". Quel était ce "crime"? Avoir fait grève et coupé le courant en octobre, et cela en dépit des menaces du gouvernement qui avait averti que les grévistes seraient considérés comme des "saboteurs" et passibles de la peine de mort.

La dictature de la bourgeoisie revêt au Nigeria des formes particulièrement brutales, quasiment terroristes, alors même que se constituent dans les trafics les plus divers les fortunes rapides et phénoménales. Selon la rumeur publique, l'argent placé à l'étranger par les 10 familles les plus riches du pays suffirait à payer une bonne partie de la lourde dette extérieure du Nigeria.

Le Nigeria avec plus de 100 millions d'habitants, est le pays le plus peuplé d'Afrique; il possède l'économie la plus importante de l'Afrique sub-saharienne après celle de l'Afrique du Sud.

Cependant, le Nigeria reste un pays peu développé dont la majorité (75%) de la population est paysanne (les salariés ne seraient qu'à peine 10% de la population active). Le boom économique des années 70 a été alimenté par le pétrole, une fois réduite la sécession du Biafra (qui comprenait les 2/3 des gisements). Au moment de l'indépendance (1960) la production de pétrole tournait autour de 1 million de tonnes par an. Elle décollera réellement à partir de 1970 pour atteindre son maximum en 1979: 113,6 millions de tonnes. Le Nigeria, autrefois exportateur de produits agricoles (arachides, cacao, coton, caoutchouc, etc) devient exportateur de pétrole: 80 à 90% de ses recettes d'exportation reposent maintenant sur le pétrole. Au début des années 80 le pays paraissait promis à une croissance soutenue. Le solde de la balance extérieure était positif; les revenus du pétrole qui servaient à nourrir une bureaucratie parasitaire et à unifier la classe dominante autour de l'Etat, permettait aussi de favoriser un début d'industrialisation.

Mais, alors qu'il avait été à peine touché par la crise de 1974-1975, le Nigeria allait être frappé de plein fouet par la récession de 1980-1981. La production de pétrole chutait en dessous des 70 millions de tonnes. En milliers de barils par jour, on est passé de 2300 (1979) à 1300 en 1987. Les revenus pétroliers ont suivi la même courbe, aggravée ces dernières années par la baisse du prix du pétrole: d'un maximum de 23,4 milliards de dollars en 1980, alors que

la production avait commencée à reculer, ils sont tombés à 5 milliards de dollars en 1986. Les conséquences sur toute l'économie ne se sont pas fait attendre; la croissance économique était nulle en 1985 et reculait en 1986. Selon la Banque Mondiale, la production de pétrole a encore diminuée de 12,3% en 1987 et le PIB de 4,4% (1).

L'endettement extérieur, faible au début des années 1980 atteint 30,5 milliards de dollars (122% du PNB) et les intérêts près du quart des recettes d'exportation en 1988. Incapable désormais de financer la croissance économique, l'Etat nigérien est tout aussi incapable de rembourser ses emprunts. Tout en faisant mine de résister au FMI, les gouvernements qui se sont succédés au rythme des coups d'Etat, ont dû se rendre aux exigences de leurs créanciers: ouverture du pays au capital international (levée des protections douanières, privatisations des entreprises d'Etat), austérité généralisée dévaluation de la monnaie.

La faible industrie locale a donc été touchée de plein fouet. On estime que le taux moyen d'utilisation des capacités industrielles n'est aujourd'hui que de 30 à 35%. Selon l'association patronale, 40% des salariés de l'industrie manufacturière, soit environ 200 000 personnes, ont été licenciés depuis 1985. Selon les syndicats il y aurait 5 millions de chômeurs, soit un chômeur pour chaque salarié (2).

Le gouvernement Babangida s'est engagé depuis 1986 dans un "plan d'aménagement structurel" très strict, parfois présenté comme celui de la dernière chance: "De nombreux experts s'accordent pour dire que cette tentative de redressement du pays est la dernière de ce type. Si elle devait échouer, tout pourrait arriver au Nigeria, à commencer par une révolution qui, pour la première fois, pourrait bien être sanglante", écrit ainsi la revue "néo-colonialiste", "Marchés tropicaux et méditerranéens" (3)!

Il est vrai que sur ce fond de marasme économique, auquel s'ajoute une crise aigüe de l'agriculture, sacrifiée lors du boom pétrolier, sur ce fond de détérioration de la situation, des larges masses, les tensions sociales s'exaspèrent. Elles se manifestent de façon les plus diverses: par la recrudescence du banditisme, par l'aggravation des rivalités inter-ethniques, par des émeutes religieuses, par des manifestations durement réprimées. En avril 1988, la hausse de 6% du prix de l'essence (mais de 40% du pétrole lampant) qui ajoutait à l'in-

flation chronique (35%), a provoqué des manifestations d'étudiants dans la ville de Jos, bientôt relayées par les travailleurs. La répression a été brutale et a fait officiellement 6 morts.

Les manifestations de Jos ont déclenché une vague de grèves dans tout le pays. Malgré sa taille réduite, la classe ouvrière nigérienne n'est en effet pas inactive. Elle a une indéniable tradition derrière elle, notamment la grève générale de 1964. Mais l'Etat nigérien a lui aussi une tradition, d'intervention non seulement contre les grèves, mais aussi d'organisation de structures syndicales de collaboration de classes. En 1978, les militaires mirent sur pied la Confédération Syndicale NLC pour contrôler une classe ouvrière revendicative, ce qui ne se fait pas sans mal (plus d'un million de journées de travail perdues en 1979). L'adhésion au NLC est obligatoire pour tout syndicat s'il veut être reconnu, mais cela ne suffit pas à éviter la répression comme le montre la politique de dissolution des syndicats jugés trop remuants et l'emprisonnement des "meneurs".

Les travailleurs nigériens ont donc répondu par les grèves aux attaques anti-ouvrières. Les journées de grève sont passées officiellement de 100 000 en 1987 à 120 000 à 1988. Après avoir touché les universités, le mouvement de grève s'est étendu aux travailleurs des transports, de la fonction publique. Mais en usant à la fois de la répression et de la bonne volonté du NLC, le gouvernement réussit à arrêter début mai le mouvement de grève, avant qu'il ne s'étende aux travailleurs du pétrole - secteur vital pour l'économie - contre la simple promesse de négociations et d'arrêt de la répression. Au début de l'été, le gouvernement réussit encore à casser la grève des enseignants (et à dissoudre le syndicat), ainsi que la grève des employés de banques et des assurances (les dirigeants du syndicat furent emprisonnés sans jugement pendant 6 mois). Le 1er août il mettait en garde contre les tentatives "clandestines" de constituer des syndicats "illégaux". Par contre les cheminots de la capitale obtenaient début août satisfaction sur le paiement de leurs salaires après 10 jours de grève. Les cheminots constituent une des catégories les plus combattives. En octobre 1986, les 33 000 cheminots du pays avaient mené une grève victorieuse de 6 jours (paiement des arriérés de salaires).

Nous avons parlé au début de la grève de la NEPA en octobre, très suivie et

dépit des menaces gouvernementales, et qui a touché tout le pays.

Les travailleurs du Nigeria en dépit des conditions particulièrement difficiles de leurs luttes, abordent donc la période qui vient avec une combativité intacte. Cette période sera celle d'une aggravation brutale des attaques auxquelles ils sont soumis. Le programme "d'ajustement" prévoit une forte augmentation des prix des produits de première nécessité (suppression des subventions), des licenciements massifs ("rentabilisation" des entreprises de l'Etat), 10 000 licenciements dans les chemins de fer pour "revitaliser" le secteur selon la Banque Mondiale, dont 4000 pour "raison disciplinaires", 5000 sur 17 000 dans les PTT (après 9500 licenciements en 1986), 2000 sur 6000 dans les ports.

Les dockers ont déjà répondu en entrant en grève en décembre. Mais pour faire reculer l'Etat, c'est une lutte générale de classe qui serait nécessaire, s'appuyant sur ses propres organisations, en rupture avec les syndicats d'Etat. Et pour qu'un mouvement de la classe ouvrière ne soit pas récupéré, comme en 1964, au profit d'une fraction de la bourgeoisie, il faudra aux prolétaires nigériens prendre le chemin de son organisation en parti révolutionnaire de classe. Les luttes actuelles sont les escarmouches d'un combat destiné à devenir international qui devra voir les prolétaires des pays périphériques s'unir aux prolétaires des métropoles pour abattre le capitalisme international; quelque soit l'importance des difficultés et la gravité des problèmes, nul doute que la classe ouvrière du Nigeria jouera dans l'avenir de la lutte des classes un rôle de premier plan, bien au-delà des frontières de "son" Etat national: ce jour-là le "géant de l'Afrique" ne désignera pas le Nigeria bourgeois, mais le prolétariat nigérien.

Dans l'intervalle, les prolétaires du Nigeria ont et auront un besoin vital de la solidarité des prolétaires des autres pays et en particulier des prolétaires des métropoles qui peuvent affaiblir l'impérialisme mondial avant de la frapper au coeur.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DU NIGERIA !

(1) "Rapport annuel 1980", du 19 sept. 1988

(2) "Financial Times", "Nigerian Survey", du 2 mars 1987

(3) No 2150, du 23 janv. 1987

IRAN/IRAK: APRES LA PAIX ENTRE BOURGEOIS, LA GUERRE CONTRE L'ENNEMI INTERIEUR REDOUBLE

Lorsque la guerre Iran-Irak éclate en septembre 1980, les mauvais publicistes bourgeois - mais souvent les plus écoutés - ont bien tenté d'expliquer le conflit par un vieil antagonisme millénaire entre Perses et Arabes ou de le mettre, pour disculper l'impérialisme, sur le compte de chamailleries purement locales, la réalité est malgré tout plus forte que leur raisonnement abstrait.

Même si le passé pèse toujours sur le présent, il ne s'agissait plus d'une guerre entre tribus arabes contre un empire perse de l'antiquité ou plutôt du prolongement sous d'autres formes de cet antagonisme historique. Il s'agissait bien de la guerre nouvelle et moderne de deux Etats bourgeois et capitalistes - en dépit des archaïsmes que leur confère, en Iran plus particulièrement encore, la structure religieuse et sociale de l'Islam qui ossature l'Etat - s'affrontant pour défendre des intérêts bien matériels. C'était à qui s'appropriera les terres et les eaux du Chatt al-Arab, mais surtout le pétrole qui y regorge, et qui par la même occasion d'une victoire militaire, prendra le dessus sur l'autre comme puissance locale.

rent au premier front comme rempart vivant).

L'Irak avec ses 17 millions d'habitants face au 47 millions d'Iraniens ne pouvait faire plus que compenser son infériorité en chair humaine par une supériorité en canons, obus de tout genre et missiles. D'un côté comme de l'autre le massacre humain, ne s'est pas seulement déroulé sur le front où plus d'un million de cadavres sont venus s'entasser en ces quelques années et sur ces quelques kilomètres carrés. Ce ne sont pas les bourgeois, ni les hauts dignitaires de l'Etat, fût-il islamique ou "socialiste", qui auront souffert de la guerre. Au contraire pour certains qui ont trouvé dans la guerre une affaire qui rapporte gros. Autant des deux côtés, c'est toute la société civile qui a été mobilisée et militarisée pour faire face aux exigences impitoyables de la guerre, et c'est sur le dos de la classe ouvrière et des sans-réserves que s'est fait sentir tout le poids de l'effort guerrier.

Les prolétaires et masses laborieuses auront constitué cette chair à canons nécessaire à la boulimie du capital, au front comme à l'arrière. Aux chiffres officiels des victimes de la guerre, établis par les "observateurs neutres" (car la guerre a été très observée et étudiée sous toutes les coutures par l'impérialisme), il faudrait certainement rajouter les déserteurs fusillés ou pendus, les expulsés (les irakiens d'origine iranienne), poussés par milliers à la frontière, dans les champs de mines notamment), les prisonniers politiques, dont les prolétaires révoltés de leurs conditions de vie misérables, et que les tortionnaires font crever à petit feu. Pour un mort, combien de blessés et d'handicapés à vie, combien de familles détruites?

Mettre la responsabilité du conflit et de tout ce sang sur le dos de l'un ou de l'autre des belligérants est une absurdité, et ceux qui s'avance sur ce terrain, trouvant des facteurs progressistes ou anti-impérialistes chez l'un ou l'autre (voir notre article sur "Socialisme international"), se placent dans un des camps bourgeois.

Mettre la responsabilité de la guerre sur le dos de l'Iran parce qu'il aurait, par exemple, profité du rapport de force favorable que lui offrait l'impérialisme U.S. pour imposer sa présence dans le Chatt al-Arab ou sur le compte de l'Irak parce qu'il a pris l'initiative militaire de la guerre, cache le seul fait que les prolétaires doivent retenir: les deux pays se sont comportés comme deux pays bourgeois ayant naturellement tous deux le destin de devenir la puissance de pointe de la région, et dans cette concurrence locale une victoire militaire pour quelques barils de pétrole de plus devait faire pencher la balance.

Dans ce conflit, il n'y a pas d'agresseur et d'agressé, il n'y a que deux loups tentant de s'emparer de la même proie.

Les conditions objectives qui ont prévalu à cette guerre ne sont pas le seul résultat d'antagonismes locaux, mais celui de tout l'ordre qu'historiquement l'impérialisme a imposé dans toute l'aire moyen-orientale. D'un mandat de l'un, la France, à celui de l'autre, la Grande-Bretagne. Pour aboutir l'impérialisme, les Etats-Unis, le Moyen-Orient a été construit sur la base de partages imposés, de bourgeoisie naissante vendue portée au pouvoir à l'aide des fusils des grands protecteurs, et de l'entretien de profondes divisions entre communautés et pays. Car pour régner sur l'empire du pétrole, il fallait que l'impérialisme non seulement y introduise directement ses gendarmes, Israël en premier lieu, mais aussi que par la puissance du dollar, il façonne à sa guise les gouvernements et les structures des Etats de la région, et soumette ainsi les masses laborieuses, et à l'époque le mouvement nationaliste, à sa domination. Les conflits qui naissent au Moyen-Orient sont le résultat de cet ordre. L'Iran et l'Irak n'ont donc fait qu'apprendre en barbarie de leurs maîtres ou anciens maîtres.

Aujourd'hui l'impérialisme fait le bilan de ce conflit et peut être satisfait à tout point de vue du résultat.

Eclatant en pleine crise économique, il aura permis de soutenir un immense marché pour l'armement, contrebalaçant ainsi les mauvais résultats des autres secteurs industriels en pleine phase

de restructuration et licenciant par dizaines de milliers les prolétaires. Il aura permis donc de renforcer tout le secteur militaro-industriel. Ce commerce florissant de la mort c'est établi indistinctement avec l'Irak et l'Iran, les principaux fournisseurs s'arrangeant finalement pour maintenir un équilibre des forces. Mais ce commerce n'a pas concerné seulement les deux pays en guerre, il s'est établi avec tous ceux qui pouvaient être menacés par une extension du conflit, dont surtout l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes.

Sans être exhaustif, parmi les principaux fournisseurs d'armes pour l'Irak, on trouvera l'URSS, avec des missiles sol-sol, des chars T-62, les MIG 23 et 25 et les SS 21; la France avec ses canons automoteurs 155 GCT, ses batteries aériennes Roland, ses mirages F1, ses Super-Etendars et ses missiles divers, dont l'Exocet (qui après avoir coulé les anglais, exerça ses talents sur la marine américaine!); la Chine avec des chars; l'Italie avec des navires de guerre; la Suisse avec ses avions "d'entraînement" mais surtout d'opération anti-guérilla (les Pilatus), qui seront utilisés dernièrement pour arroser les populations kurdes de gaz de combat. Et tous fournissent les munitions, les techniciens, le matériel d'entretien, pièces de rechange, etc.

Pour l'Iran, il y aura eu deux groupes, les officiels, c'est-à-dire l'URS et la Chine (qui eux ne se cachent pas de manger aux deux rateliers), la Lybie, la Syrie, Israël, l'Afrique du Sud, et les non-officiels mais très présents, c'est-à-dire à peu près tout le monde, car si la vente directe était "interdite", la vente indirecte proliférait! Les Etats-Unis, la France, la Suisse, et bien d'autres ne se privèrent pas de ses débouchés.

On pourrait rallonger la liste par les viennent-ensuite, l'Egypte, le Chili, les deux Corées, etc.

Les experts estiment que dans la période de 1981 à 1985, le Moyen-Orient a absorbé la moitié des ventes d'armes mondiales.

La guerre ne fait pas l'affaire que des seuls marchands de canons, mais aussi elle fait les beaux jours des états-majors des puissances impérialistes qui ont pu "grandeur nature" utiliser ce champ de bataille comme un véritable laboratoire d'essais stratégiques et tactiques, de test de matériels, même de recherche sur la "psychologie du combattant", etc. Jamais depuis la dernière guerre impérialiste, ils n'avaient pu voir évoluer en terrain découvert, deux armées aussi moderne l'une que l'autre, équipées de surcroît par leurs soins et sur leurs conseils.

Ils auront même la possibilité de tester leur propre capacité à intervenir directement, à l'occasion de la protection de la route du pétrole. Ils ne se priveront pas de faire une tonitruante démonstration de force, abattant au passage un avion de ligne iranien, en la coordonnant avec une traditionnelle campagne d'intoxication idéologique. Les navires de guerre quitteront leurs ports d'attache à grands renforts médiatiques pour exalter la sainte démocratie au secours de la paix. A gauche comme à droite, on acclamera les "enfants de la France", d'Amérique et d'ailleurs, comme des héros de la nation.

L'impérialisme ne se contentera pas seulement d'intervenir sur mer, il ne ratera pas une occasion aussi pour que ses hommes de la hiérarchie militaire se fassent la main directement, en visitant régulièrement le front et en intervenant directement parfois dans les batailles (ce fut le cas notamment avec les pakistanais français, belges, brésiliens et pakistanais qu'utilisait l'Irak).

L'aventure de l'impérialisme ne sera pas que militaire et commerciale, elle sera aussi financière. Car malgré les revenus pétroliers aucun des deux belligérants n'aurait été en mesure de financer l'effort de guerre sans emprunter à celui-là même qui lui vendait sa marchandise guerrière. La guerre consomme des sommes colossales. Le budget de l'armée irakienne en 1987 était de 11,58 milliards de dollars, soit 24% de son PNB (contre 8,7% en 1981). Quant à sa dette extérieure, elle représentait en 1987 environ 60 milliards de dollars pour l'Irak et 3,5% pour l'Iran.

L'année passée, le coût de la guerre était évalué à 83 milliards de dollars (38 pour l'Iran, 45 pour l'Irak).

Autre effet "bénéfique" de la guerre pour l'impérialisme. Elle a fait chuter la production de pétrole des deux pays, "assainissant" le marché devenu surchargé et stabilisant le prix du pétrole pour plusieurs années.

La guerre étant terminée, l'heure est donc aux bilans. La bourgeoisie tire les diens, nous tirons les nôtres.

Après "l'enrichissante" expérience de guerre, l'impérialisme continue de se presser aux portes de l'Iran et de l'Irak, car après les efforts de guerre, il y aura les efforts de reconstruction. Il y a là une importante partie à jouer pour se placer dans les meilleures conditions dans la reconstitution des rapports de force et des rôles qui s'opéreront désormais au Moyen-Orient.

Mais pour le prolétariat et les masses laborieuses des deux pays, le bilan passé et les perspectives sont lourdes, très lourdes. Après avoir été poussés au front s'entretuer pour une cause qui ne les concernait pas, après avoir souffert à l'arrière d'une féroce exploitation pour soutenir l'effort de guerre, après avoir subi la répression à toute opposition, à toute lutte, surtout à toute résistance à la guerre, ils doivent dès maintenant subir les conséquences de la paix. La militarisation de la production et de toute la vie civile avait permis aux deux Etats de justifier les pires crimes, de maintenir la pression constante de la loi martiale sur leur vie. La guerre finie, les problèmes intérieurs sociaux ou nationaux ne peuvent que resurgir avec d'autant plus de force. Pour que l'ordre règne dans l'effort de reconstruction, pour que le capital puisse étouffer toute volonté de lutte du prolétariat et des masses kurdes, les bourgeoisies irakienne comme iranienne n'ont pas posé le fusil au ratelier. Elles l'ont tourné contre l'ennemi intérieur. La répression dans les usines qui allait déjà de bon train a redoublé depuis le cessez-le-feu. Alors que l'Irak lançait sa terrifiante campagne de gazage des villages kurdes et provoquait l'exode de dizaines de milliers de réfugiés dans les bras d'un autre tortionnaire, la Turquie, l'Iran se lançait dans une vaste campagne de liquidation physique de tous les prisonniers politiques et multipliait les arrestations.

Les très démocrates capitalistes de nos latitudes versent donc une larme pour la galerie, mais se réjouissent avant tout que l'OPEP se soit entendue sur les cotas à accorder aux deux pays (cotas qui avec 2640 millions de barils par jour et à égalité pour chacun, en font les deuxièmes producteurs de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite). Les pétrodollars sont les bienvenus, non seulement pour rembourser la dette, mais surtout pour relancer les importations, reconstruire les infrastructures, etc. Mais pour cela, l'impérialisme sait fort bien qu'il faudra mater toute tentative de résistance et de lutte de la part des masses prolétariées. Tant que durait la guerre le surplus de force productive était tout simplement détruit physiquement, mais l'arrêt des hostilités va faire refluer dans leurs foyers des dizaines ou centaines de milliers de prolétaires qui se retrouveront au chômage et qui exerceront une pression supplémentaire sur le niveau des salaires.

Après avoir dénoncé le caractère bourgeois de la guerre et défendu comme seule riposte valable du prolétariat le défaitisme révolutionnaire, nous devons avec les prolétaires les plus conscients, dénoncer la répression qui s'abat et continuera à s'abattre sur les prolétaires et les masses laborieuses des deux pays. Cette dénonciation ne doit pas prendre pour cible seulement les tortionnaires Saddam Hussein ou Khomeiny, mais doit viser comme complice à part entière notre propre bourgeoisie. Et il ne suffit pas de montrer du doigt quelques galeuses (Luchaire par exemple en France qui "détourne" l'interdiction d'exporter de l'armement vers l'Iran), mais bien de démontrer que c'est toute la bourgeoisie et ses valets, toute la démocratie, tout l'impérialisme, qui ont été complices de cette guerre monstrueuse pour le prolétariat et les masses laborieuses, et qui sont complices maintenant de l'offensive que mènent les deux Etats contre leurs ennemis intérieurs.

DANS LE PROCHAIN NUMERO
DU JOURNAL "LE PROLETAIRE"

- LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER
- LES TENSIONS NATIONALES DEMONTRENT LA NATURE CAPITALISTE DE L'URSS
- OU VONT LES BR (3)



Mais l'impérialisme n'est pas étranger aux conditions matérielles et historiques qui sont à l'origine de la guerre. Du temps de la splendeur du Shah, l'impérialisme américain, nourrissant la puissance militaire de l'Iran, a été un élément de poids dans la balance sur le plateau perse pour faire reconnaître le droit iranien à cette terre.

Le Shah déchu et avec lui l'arrogance américaine dans le secteur, l'Irak avait cru faire une bonne affaire en lançant ses troupes "reconquérir la terre spoliée" par l'Iran avec la complicité américaine.

La désorganisation de l'Etat iranien, laissait supposer à l'Irak que militairement parlant, l'affaire serait rapidement conclue, et les premiers mois du conflit pouvait d'ailleurs le lui laisser entendre. Mais à l'infériorité matérielle des troupes iraniennes, après le départ des techniciens et conseillers américains, l'Iran opposa la supériorité du nombre de ses soldats. La guerre n'en devint que plus sanglante encore, l'Iran mobilisant des masses d'hommes de tous les âges, aveuglés par leur foi dans la Guerre Sainte ou plus prosaïquement poussés à l'abattoir sous la pression de la mortelle répression s'abattant sur les déserteurs ou considérés comme tels (ce sont d'ailleurs ces derniers et non les fanatiques d'Allah qui servi-